



BULLETIN

Officiel

Ministère de l'immigration,
de l'intégration,
de l'identité nationale
et du développement solidaire

Arrêté du 19 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 21 mai 2008 portant institution d'une régie d'avances auprès du cabinet et du secrétariat général du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire

NOR : IMIK0924095A

Par arrêté du ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme d'Etat et du ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire en date du 19 octobre 2009, l'arrêté du 21 mai 2008 portant institution d'une régie d'avances auprès du cabinet et du secrétariat général du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire est complété comme suit :

« Une avance complémentaire peut être consentie à titre exceptionnel par le comptable assignataire à la demande de l'ordonnateur aux fins de règlement de dépenses occasionnelles. Cette avance complémentaire est reversée au comptable assignataire dans un délai maximum de deux mois à compter du versement de l'avance complémentaire. »

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION,
DE L'INTÉGRATION, DE L'IDENTITÉ NATIONALE
ET DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

Arrêté du 27 octobre 2009 portant nomination des membres du jury du prix de l'intégration et du soutien à l'intégration

NOR : IMIK0924310A

Le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire,

Vu le décret n° 2007-999 du 31 mai 2007 relatif aux attributions du ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement ;

Vu le décret n° 2007-1891 du 26 décembre 2007 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2007 portant organisation interne de l'administration centrale du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement et notamment ses articles 5 et 6 ;

Vu l'arrêté du 16 juin 2008 instituant un prix de l'intégration et un prix du soutien à l'intégration,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Sont nommés membres du jury du prix de l'intégration et du soutien à l'intégration :

M. Patrick GAUBERT, président du jury ;

M. Claude BEBEAR ;

Mme Alix de la BRETESCHE ;

Mme Jeannette BOUGRAB ;

M. Ahmed DICH ;

M. Malamine KONE ;

Mme Soumia MALINBAUM ;

M. Gang PENG ;

M. Aziz SENNI ;

M. Serge VIEIRA.

Art. 2. – Le directeur de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 27 octobre 2009.

*Le ministre de l'immigration,
de l'intégration, de l'identité nationale
et du développement solidaire,*
ÉRIC BESSON

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE L'INTÉGRATION,
DE L'IDENTITÉ NATIONALE
ET DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

*Direction de l'accueil, de l'intégration
et de la citoyenneté*

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

Direction générale de l'enseignement scolaire

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

*Direction générale pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle*

Circulaire du 28 octobre 2009 relative à la mise en place, à titre expérimental, de l'allocation financière « Parcours de réussite professionnelle (PARP) » destinée à soutenir le parcours d'intégration de jeunes qui, arrivés en France au cours de leur scolarité, ont réussi avec succès leur baccalauréat et s'engagent dans des études supérieures en institut universitaire de technologie, en section de techniciens supérieurs et en classe préparatoire aux grandes écoles.

NOR : IMIK0900086C

Références :

Arrêté interministériel NOR IMIK0921627A du 19 octobre 2009 relatif à la création du PARP ;

Circulaire DGESIP n° 2009-1018 du 2 juillet 2009 relative aux modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux et des aides au mérite et à la mobilité internationale pour l'année 2009-2010.

le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche à Madame et Messieurs les préfets de région ; Mesdames les rectrices et Messieurs les recteurs d'académie ; Monsieur le directeur du CNOUS ; Mesdames les directrices et Messieurs les directeurs de CROUS.

La présente circulaire a pour objet de présenter le dispositif d'allocation PARP, ses objectifs, les publics concernés, ainsi que ses modalités de mise en œuvre, de financement et de suivi.

Le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, le ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement, ainsi que le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, souhaitent valoriser et soutenir, par l'octroi d'une allocation financière, les parcours d'intégration de jeunes qui, ayant réussi avec succès leurs études secondaires, en dépit des difficultés d'adaptation linguistique et culturelle qu'ils ont pu rencontrer lors de leur arrivée en France, ont fait le choix de s'engager dans des études supérieures en institut universitaire de technologie (IUT), en section de techniciens supérieurs (STS) ou en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE).

Une allocation financière intitulée, « PARP » – Parcours de réussite professionnelle –, a été créée par arrêté interministériel du... Elle est financée sur le budget du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire.

Le PARP, qui vise environ 200 nouveaux jeunes par an, s'inscrit en complémentarité du dispositif des aides sociales du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, piloté par la direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle (DGESIP) et géré par le centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) et les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) au niveau académique.

Objectif

Le PARP a pour objet de soutenir le cursus de formation, au sein de l'enseignement supérieur, de jeunes qui, du fait de leur parcours migratoire, sont arrivés en France en cours de scolarité et ont fait le choix d'y poursuivre leurs études avec la volonté de réussir leur intégration dans la société française. La promotion de cette initiative vise à reconnaître les mérites de ces jeunes dont la famille s'est durablement établie en France.

Publics concernés

Pour bénéficier de cette aide financière forfaitaire, l'étudiant doit être en possession de l'un ou l'autre des documents suivants :

- diplôme d'études en langue française (DELF), obtenu en milieu scolaire au cours de la scolarité ;
- document attestant d'un accueil et d'un accompagnement par l'éducation nationale au titre d'élève nouvellement arrivé en France (classe d'initiation (CLIN), classe d'accueil (CLA) ou de toute autre modalité de soutien et d'accompagnement, individualisé ou collectif, mise en place pour la scolarisation d'élèves nouvellement arrivés. L'attestation produite devra être signée par le chef d'établissement ou le directeur d'école concerné.

En outre, celui-ci doit satisfaire aux trois conditions suivantes :

- être éligible aux bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux ;
- être titulaire de la mention très bien ou bien obtenue au baccalauréat général, technologique ou professionnel au titre de l'année scolaire 2008-2009 ;
- avoir intégré l'une des filières de l'enseignement supérieur suivantes : institut universitaire de technologie (IUT), section de techniciens supérieurs (STS) ou classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE).

Seuls sont concernés les étudiants qui intègrent une première année d'études supérieures en 2009.

Nombre de PARP et durée

L'allocation PARP est allouée pour un parcours de formation d'une durée maximum de trois ans aux étudiants qui en ont fait la demande et répondent aux critères définis à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Le versement de l'allocation la seconde année est conditionné à la poursuite des études dans la filière retenue pour bénéficier de l'allocation la première année. Elle est attribuée une troisième année si l'étudiant poursuit sa formation en licence professionnelle ou en première année d'école à l'issue des concours aux grandes écoles, ou s'il redouble sa deuxième année de classe préparatoire aux grandes écoles.

Le nombre d'allocation PARP est limité à 200 la première année. 200 nouvelles allocations seront créées la deuxième année ainsi que la troisième année, soit la création d'un total de 600 allocations en trois ans.

Montant du PARP

Le montant de cette allocation forfaitaire est fixé pour une année universitaire à 2400 €. Le PARP vient compléter les aides accordées par le ministère chargé de l'enseignement supérieur.

Modalités de mise en œuvre

Une convention-cadre entre le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, représentée par la direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (DAIC), et le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), définit les modalités de mise en place, de pilotage et d'évaluation du PARP ainsi que la gestion de l'ensemble du dispositif, par le CNOUS en lien avec le réseau des œuvres universitaires et scolaires et les préfets.

Information des candidats potentiels

Il convient de faire connaître, dans les meilleurs délais, le dispositif PARP auprès des candidats éligibles pour recueillir leur candidature.

Cette information, diffusée sur les sites internet du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, ainsi que sur les sites des ministères signataires de cette circulaire, sera relayée simultanément par :

- les recteurs d'académie ;
- le CNOUS et les CROUS, sur les sites internet desquels sont précisées les démarches à effectuer pour se porter candidat.

Dossier de candidature

Le dossier de candidature est accessible sur le site du CNOUS et ceux des CROUS. Il est téléchargeable ainsi que les pièces qui l'accompagnent, en particulier le formulaire type du ministère de l'éducation nationale (DGESCO).

Les candidats sont invités à transmettre leur dossier de candidature, dûment complété, au CROUS correspondant à leur académie de rattachement.

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 30 novembre 2009.

Gestion du dispositif par les CROUS et le CNOUS

Les CROUS assurent la gestion de cette allocation, en contribuant à l'information des étudiants, en procédant à l'instruction des dossiers de candidatures, en réalisant le classement des candidats et en assurant le lien avec les préfetures ainsi que le paiement des aides.

Les dossiers de candidature sont instruits par les CROUS sous le pilotage du CNOUS qui procède au classement national des candidats.

Les CROUS vérifient la recevabilité des dossiers de candidature au regard des critères d'éligibilité. Lorsqu'un dossier ne remplit pas les conditions requises, il est renvoyé par le CROUS à son expéditeur comme non conforme. Si le dossier est conforme, il est enregistré par le CROUS qui procède à l'établissement d'une liste des candidats classés par ordre (selon la note au baccalauréat, l'échelon de la bourse sur critères sociaux, l'attribution d'une aide au mérite et, éventuellement, l'âge du candidat) transmise au CNOUS.

Sur cette base, le CNOUS élabore un classement national et transmet à chacun des préfets de région la liste des candidats avec copie aux CROUS.

Décision d'attribution et de retrait par les préfets

Le préfet décide, sur la base des propositions qui lui sont transmises, de l'attribution ou non de l'allocation. Il notifie aux lauréats la décision d'attribution.

Le CNOUS est informé par chaque préfet de la liste définitive des lauréats. Ces informations sont transmises aux CROUS pour mise en paiement de l'allocation.

Réglementation applicable en termes de suivi et contrôle de la scolarité des bénéficiaires du PARP

La réglementation applicable en termes de contrôle de l'assiduité est celle qui régit les bourses et aides financières du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Par ailleurs, en cas de redoublement, l'étudiant ne pourra plus bénéficier de l'allocation sauf si ce redoublement est fondé sur des raisons médicales graves. A titre exceptionnel, par référence aux dispositions de l'annexe VIII de la circulaire DGESIP n° 2009-1018 du 2 juillet 2009 relative aux conditions d'attribution de l'aide au mérite, seuls les élèves autorisés à effectuer une seconde deuxième année de classe préparatoire aux grandes écoles pourront conserver pendant cette année leur allocation PARP.

Calendrier des versements aux bénéficiaires

Pour chaque année universitaire donnée, le montant du PARP fait l'objet de deux versements d'un montant égal par les agents comptables des CROUS. Le premier versement est effectué au cours du premier semestre de l'année universitaire et le deuxième au cours du second semestre de cette même année universitaire.

Financement du dispositif PARP

Le montant des allocations versées aux bénéficiaires ainsi que le montant des frais de gestion du CNOUS sont pris en charge sur les crédits du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire (programme 104 : « intégration et accès à la nationalité française »).

Suivi et évaluation

L'année universitaire 2009-2010 doit permettre d'évaluer le fonctionnement de l'ensemble de ce nouveau dispositif et mieux appréhender le profil des bénéficiaires. Un rapport d'exécution sera établi par le CNOUS.

Un comité de pilotage associant la direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (DAIC) du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, la direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle (DGESIP) du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) du ministère de l'éducation nationale, ainsi que le CNOUS se réunira en fin d'année universitaire pour dresser le bilan de cette première année et proposer les ajustements qui sembleraient utiles.

J'appelle votre attention sur le caractère novateur de cette mesure qui constitue un volet important de la politique d'intégration.

*Le ministre de l'immigration, de l'intégration,
de l'identité nationale
et du développement solidaire,*
ÉRIC BESSON

*Le ministre de l'éducation nationale,
porte-parole du Gouvernement*
LUC CHATEL

*La ministre de l'enseignement
supérieur et de la recherche*
VALÉRIE PÉCRESSE

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION,
DE L'INTÉGRATION, DE L'IDENTITÉ NATIONALE
ET DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

**Circulaire du 2 novembre 2009 relative à l'organisation
du grand débat sur l'identité nationale**

NOR : IMIK0900089C

Annexe : un guide pour la conduite des réunions.

Le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire à Mesdames et Messieurs le préfets de département ; Monsieur le préfet de police ; Monsieur le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie ; Monsieur le haut-commissaire de la République en Polynésie française ; Monsieur le préfet, administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna ; Monsieur le préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises.

Le grand débat sur l'identité nationale s'ouvre aujourd'hui. Son organisation constitue l'un des engagements souscrits par le Président de la République lors de la campagne présidentielle, repris dans la lettre de mission qu'il m'a adressée, avec le Premier ministre, le 31 mars 2009.

Ce débat répond aussi aux préoccupations soulevées par la résurgence de certains communautarismes, dont l'affaire de la burqa est l'une des illustrations. Au moment même où l'Union européenne franchit une nouvelle étape de son intégration, et où la crise économique et financière internationale démontre combien la mondialisation rend l'avenir des nations interdépendant, ce débat a pour objectif d'associer l'ensemble de nos concitoyens à une réflexion de fond sur ce que signifie, en ce début de XXI^e siècle, « être français ».

Il doit tout d'abord favoriser une vision mieux partagée de ce qu'est l'identité nationale aujourd'hui. Il doit aussi faire émerger, à partir de propositions mises en débat par les différents participants, des actions permettant de conforter notre identité nationale, et de réaffirmer les valeurs républicaines et la fierté d'être français.

1. Calendrier

Ce grand débat se déroulera sur trois mois, à compter du lundi 2 novembre 2009 et jusqu'au 31 janvier 2010, et se clôturera le 4 février 2010 par un colloque sur l'identité nationale, au cours duquel sera présentée la synthèse des travaux.

2. Appui à l'organisation

Une équipe de coordination du grand débat est mise en place par le ministère chargé de l'identité nationale. Elle se tient à votre disposition au 01-77-72-62-18, au 01-77-72-62-53, ou au 01-77-72-62-20. Dans les prochains jours sera désigné un préfet pour en assurer la direction.

3. Organisation du grand débat sur Internet

Le site internet www.debatidentitenationale.fr est mis en ligne ce lundi 2 novembre 2009. Il permet à tous de contribuer au débat, en consultant une base documentaire et les prises de position de personnalités, mais aussi en répondant à un questionnaire ou en apportant de libres réflexions. Dans un délai de deux semaines, un forum interactif et un questionnaire à choix multiples seront mis en ligne afin d'animer le débat auprès des internautes.

4. Organisation des débats locaux

Ce grand débat sera décliné localement par des réunions organisées dans chacun des départements et des arrondissements de France métropolitaine, ainsi que dans les départements et territoires d'outre-mer.

Vous prendrez l'initiative d'organiser, et de présider ou de faire présider par l'un de vos collaborateurs membre du corps préfectoral, au moins une réunion par arrondissement.

D'autres réunions pourront par ailleurs être animées par un ou plusieurs parlementaires nationaux, députés ou sénateurs, ou européens.

Ces réunions peuvent être organisées dans un même arrondissement, animées conjointement ou séparément par les membres du corps préfectoral ou les parlementaires.

Vous voudrez bien aussi communiquer à l'équipe de coordination, avant le lundi 16 novembre 2009, les dates et lieux de l'ensemble des débats locaux organisés dans votre département. Ces dates et lieux seront diffusés sur le site www.debatidentitenationale.fr.

Vous voudrez bien enfin transmettre un compte-rendu de chacune des réunions que vous avez organisées à l'équipe de coordination avant le vendredi 22 janvier 2010. Vos comptes-rendus ont vocation à être diffusés sur le site internet du grand débat.

Un guide pour la conduite des réunions est joint à la présente circulaire, présentant les différents chapitres qu'il est souhaitable d'aborder lors de chaque réunion.

Vous trouverez sur le site internet l'ensemble des textes fondamentaux, ainsi qu'une liste de références bibliographiques qui peuvent être utiles pour l'animation du débat.

5. Participation aux débats locaux

Les débats locaux seront organisés dans le cadre de réunions largement ouvertes : parlementaires et élus locaux, réseaux des élus de la diversité, mouvements associatifs, sportifs et d'éducation populaire, enseignants, élèves et parents d'élèves de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, organisations syndicales et patronales, représentants des cultes, associations patriotiques, etc. Ces débats locaux devront être ouverts au public dans toute la mesure du possible. Le débat étant ouvert aux Français comme aux étrangers, les organisateurs veilleront à associer des représentants locaux des communautés étrangères. L'invitation aux réunions, l'opportunité de les ouvrir à la presse locale, ainsi que l'établissement du compte-rendu, relèveront de la responsabilité de l'organisateur, qu'il soit membre du corps préfectoral ou parlementaire.

Je mesure la charge actuelle des travaux qui vous sont actuellement confiés par le Gouvernement, mais je sais aussi pouvoir compter sur votre engagement personnel, concernant une question qui se situe aux origines mêmes de la création du corps préfectoral.

ÉRIC BESSON

ANNEXE

GRAND DÉBAT SUR L'IDENTITÉ NATIONALE
GUIDE POUR LA CONDUITE DES DÉBATS LOCAUX

1. Pour vous, qu'est-ce qu'être Français aujourd'hui ?

1.1. *Pourquoi nous sentons-nous proches des autres Français, même sans les connaître ?*

1.2. *Quelles sont les éléments de l'identité nationale ?*

- nos valeurs ?
- notre universalisme ?
- notre histoire ?
- notre patrimoine ?
- notre langue ?
- notre culture ?
- notre territoire ?
- nos paysages ?
- notre agriculture ?
- notre art culinaire ?
- notre vin ?
- notre art de vivre ?
- notre architecture ?
- nos églises et nos cathédrales ?
- notre industrie ?
- nos hautes technologies ?
- ce que nous avons fait ensemble ?
- ce que nous voulons faire ensemble ?
- etc. ?

1.3. *Quels sont les symboles de l'identité nationale ?*

- le drapeau bleu blanc rouge ?
- l'hymne national : *la Marseillaise* ?
- Marianne ?
- etc. ?

1.4. *Quelles sont les valeurs de l'identité nationale ?*

- les droits de l'homme ?
- la démocratie ?
- la République ?
- la liberté ?
- l'égalité ?
- la fraternité ?
- la laïcité ?
- l'égalité homme-femme ?
- la solidarité nationale ?
- les services publics ?
- l'entreprise ?
- etc. ?

1.5. *Quel est le rôle de la nation ?*

- exprimer la souveraineté, sur un territoire et sur un peuple ?
- fonder l'Etat de droit ?
- garantir les droits et devoirs des citoyens ?
- protéger les libertés fondamentales ?
- être le cadre de la démocratie ?
- faire vivre la République ?
- protéger et assurer la représentation de ses ressortissants face aux autres nations ?
- etc. ?

1.6. *Pourquoi accueillir des ressortissants étrangers dans notre République, puis dans notre communauté nationale ?*

- le maintien d'une tradition historique de nation ouverte, qui s'est construite au fil des siècles par apports successifs de l'immigration ?
- le soutien à notre démographie ?
- le besoin de personnes qualifiées pour certains métiers ?
- les emplois non pourvus dans notre économie ?
- le droit au regroupement familial ?
- le droit d'asile, pour les personnes menacées dans leurs pays d'origine ?
- le métissage ?
- l'apport culturel ?
- etc. ?

1.7. *Pourquoi intégrer les ressortissants étrangers accueillis dans notre République, puis dans notre communauté nationale ?*

- la cohabitation entre communautés vivant séparément est-elle possible dans notre République ?
- la cohabitation entre communautés vivant séparément est-elle possible dans notre nation ?
- notre République est-elle multiculturelle ?
- notre nation est-elle multiculturelle ?
- faut-il imposer un niveau minimal de pratique de la langue française pour entrer dans notre République ?
- faut-il imposer un niveau minimal de connaissance de la langue française pour accéder à notre communauté nationale ?
- faut-il imposer un niveau minimal de connaissance des valeurs de la République pour entrer dans notre République ?
- faut-il imposer un niveau minimal de connaissance des valeurs de la République pour accéder à notre communauté nationale ?
- quel contrat entre la République et le ressortissant étranger qu'elle accueille ?
- quel contrat entre la nation et le ressortissant étranger qui accède à la nationalité ?
- comment éviter la concentration d'une part importante de la population immigrée dans des zones où les difficultés socio-économiques s'accumulent ?
- comment éviter l'arrivée sur notre territoire d'étrangers en situation irrégulière, aux conditions de vie précaires génératrices de désordres divers (travail clandestin, délinquance) et entretenant, dans une partie de la population, la suspicion vis-à-vis de l'ensemble des étrangers ?
- comment mieux lutter contre les discriminations dont sont victimes les personnes immigrées et les Français issus de l'immigration, pour l'accès à l'emploi ou l'accès au logement ?
- les ressortissants étrangers disposent déjà, au sein de notre République, de certains éléments de citoyenneté (droits économiques, droits sociaux, droit de vote aux élections locales pour les ressortissants de l'Union européenne). Faut-il accroître cette

citoyenneté des ressortissants étrangers au sein de la République ? Faut-il étendre le droit de vote aux élections locales, existant déjà pour les ressortissants des vingt-sept Etats membres de l'Union européenne, à d'autres nationalités, notamment celles des pays qui ont, dans leur histoire, fait partie de notre République ?

- etc. ?

1.8. *Identité nationale et communautarisme*

- quels sont les différents types de communautarisme : ethnique, racial, religieux, culturel, social ?
- les valeurs de l'identité nationale sont-elles compatibles avec le communautarisme ?
- quel équilibre peut être trouvé entre revendication identitaire (religieuse, régionale, ethnique) et appartenance à la communauté nationale ?
- les signes ostentatoires d'appartenance religieuse sont-ils compatibles avec les valeurs de l'identité nationale ? Dans quelle mesure ? La République doit-elle aller plus loin dans la lutte contre le communautarisme ?
- les atteintes à l'égalité entre hommes et femmes sont-elles compatibles avec les valeurs de l'identité nationale ?

1.9. *Identité nationale et identités locales*

- existe-t-il des identités communales, départementales, régionales ? Quels en sont les fondements ?
- l'identité nationale est-elle la somme des identités locales ? Qu'est-ce qui différencie l'identité nationale des identités locales ? Comment s'articulent-elles ? Sont-elles concurrentes ou complémentaires ?
- etc. ?

1.10. *Identité nationale et identité européenne*

- existe-t-il une identité européenne ? Quels en sont les éléments ?
- quels sont les pays relevant de cette identité européenne ?
- l'identité européenne est-elle la juxtaposition des identités nationales ?
- l'identité européenne est-elle un élément commun aux identités nationales ?
- l'intégration européenne est-elle une menace ou une chance pour l'identité nationale ?
- etc. ?

1.11. *Identité nationale et mondialisation*

- l'ouverture aux échanges menace-t-elle l'identité nationale ?
- la crise économique et financière mondiale démontre-t-elle que la nation est une valeur dépassée ou que les nations restent le principal recours ?
- comment mieux réguler la mondialisation sans nations ?
- les frontières doivent-elles être plus ouvertes aux flux de personnes, de marchandises, de services, de capitaux ?
- la maîtrise des flux de personnes, de marchandises, de services, de capitaux, est-elle nécessaire au maintien de l'identité nationale ?
- la maîtrise des flux migratoires est-elle nécessaire au maintien de notre qualité d'accueil et d'intégration ?
- notre nation peut-elle à la fois bien accueillir et accueillir sans condition ?
- abolir les frontières, est-ce s'ouvrir aux autres ?
- etc. ?

1.12. *Comment la communauté nationale, dans sa diversité, peut-elle se reconnaître un passé assumé ?*

- pourquoi la question de l'identité nationale génère-t-elle un malaise chez certains intellectuels, sociologues ou historiens ?
- est-il désormais impossible ou inutile de parler de nation, de patrie, d'identité nationale ?
- comment la communauté nationale peut-elle se prémunir contre toute dérive nationaliste ?
- est-il envisageable de construire un regard partagé sur les événements les plus problématiques de notre histoire ?
- l'Etat est-il allé au bout de la démarche entreprise concernant le souvenir des barbaries commises durant la Seconde Guerre mondiale et dans les camps d'extermination, de la colonisation, de la traite des esclaves ?
- peut-on se passer d'une histoire commune pour construire un avenir commun ?
- etc. ?

1.13. *Comment mieux célébrer l'identité nationale ?*

- quel équilibre peut être trouvé entre revendication identitaire (religieuse, régionale, ethnique) et appartenance à la communauté nationale ?

- quels sont les symboles qui représentent le mieux la nation ?
- comment se manifeste la fierté d'être français ?
- comment l'enseignement des symboles de la nation doit-il se faire ?
- quels sont les acteurs de la transmission de la fierté nationale ?
- comment imposer le respect des symboles de la nation ?
- comment valoriser la fête nationale du 14 juillet ?
- etc. ?

2. Les premières propositions d'actions soumises au débat

2.1. Un nouveau contrat avec la République pour les ressortissants étrangers souhaitant entrer et séjourner sur notre territoire

- renforcer le contrat d'accueil et d'intégration, déjà rendu obligatoire par la loi du 24 juillet 2006 ;
- proposer à tout nouvel arrivant en France un parrain ou une marraine qui le guiderait dans ses démarches et l'accompagnerait dans son parcours d'intégration ;
- augmenter le niveau de connaissance de la langue française, en rendant obligatoire le suivi de formations pour ceux qui ne parviennent pas à atteindre un niveau minimal ;
- augmenter le niveau de connaissance des valeurs de la République, en rendant obligatoire le suivi de formations pour ceux qui ne parviennent pas à atteindre un niveau minimal ;
- ouvrir aux parents des familles immigrées les écoles dans lesquelles leurs enfants sont scolarisés, afin de les familiariser aux valeurs de la République, sur le modèle du dispositif expérimenté cette année dans 31 départements.

2.2. Un nouveau contrat avec la nation pour les ressortissants étrangers souhaitant accéder à la nationalité française

- faire de l'entretien d'assimilation préalable à l'acquisition de la nationalité le temps fort du processus de naturalisation ;
- augmenter le niveau de connaissance de la langue française demandé lors de l'entretien d'assimilation ;
- augmenter le niveau de connaissance des valeurs de la République demandé lors de l'entretien d'assimilation ;
- créer une nouvelle voie d'accès accéléré à la nationalité française, dispensant de la durée minimale de 5 ans de présence régulière sur notre territoire, pour les ressortissants étrangers ayant accomplis des efforts exceptionnels d'intégration ;
- solenniser l'entrée des nouveaux Français dans leur citoyenneté en systématisant les cérémonies d'accueil dans la nation ;
- étendre les cérémonies d'accueil dans la nation à tous ceux qui acquièrent la nationalité française, quel que soit le mode (naturalisation, acquisition par déclaration après un mariage, acquisition automatique à la majorité).

2.3. Réaffirmer la fierté d'être français

- mettre en place dans l'ensemble des 100 préfectures et 350 sous-préfectures des cycles d'instruction civique, ouverts à tous : élèves et parents d'élèves, associations, centres de loisir ;
- donner à tous les enfants de France l'occasion de chanter au moins une fois par an *la Marseillaise* ;
- faire participer l'ensemble des forces vives de la nation à la fête nationale du 14 juillet ;
- accroître la place des symboles de la République (drapeau, Marianne) dans l'ensemble des édifices publics.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE L'INTÉGRATION,
DE L'IDENTITÉ NATIONALE
ET DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

Circulaire interministérielle du 3 novembre 2009 relative à l'allocation temporaire d'attente

NOR : IMIM0900085C

Date d'application : immédiate.

Résumé : les modifications structurelles liées à la création du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire et de Pôle emploi, et les effets de la décision du Conseil d'Etat du 16 juin 2008, association la Cimade, annulant partiellement le décret n° 2006-1380 du 13 novembre 2006 relatif à l'allocation temporaire d'attente (ATA), nécessitent de revoir les dispositions de la circulaire du

22 décembre 2006 relative à l'ATA. La première partie de la présente circulaire définit les bénéficiaires de l'ATA : l'allocation peut être versée aux demandeurs d'asile pendant la durée de la procédure d'instruction de leur demande d'asile, à d'autres personnes bénéficiant d'une protection internationale (bénéficiaires de la protection temporaire, de la protection subsidiaire, victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme) ainsi qu'à certaines personnes en attente de réinsertion (apatrides, anciens détenus, travailleurs salariés expatriés) remplissant plusieurs conditions (situation administrative, âge, niveau de ressources, conditions d'hébergement). La deuxième partie du texte présente les modalités de gestion de l'ATA, tant au niveau de l'ouverture et du renouvellement des droits (dépôt et instruction de la demande) qu'au niveau du versement de l'allocation, de la récupération des indus et des recours administratifs et contentieux.

Mots clés : allocation temporaire d'attente – demandeurs d'asile – bénéficiaires de la protection temporaire – bénéficiaires de la protection subsidiaire – apatrides – victimes de la traite – anciens détenus – travailleurs salariés expatriés – hébergement – CADA.

Références :

Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les Etats membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil ;

Directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres ;

Directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts ;

Code du travail, articles L. 5312-1 4°, L. 5423-8 à L. 5423-14, R. 5423-4 et R. 5423-5, articles R. 5423-18 à R. 5423-37, R. 5425-1 et R. 5425-15 à R. 5425-17 ;

Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, article L. 316-1 et livres VII et VIII ;

Code de l'action sociale et des familles, articles L. 262-2 et R. 348-1 ;

Arrêté du 23 mars 2007 fixant l'organisation du système de transmission des données énoncées à l'article R. 351-6 du code du travail ;

Circulaire interministérielle n° DPM/ACI3/2007/184 du 3 mai 2007 relative aux modalités d'admission dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile et de sortie de ces centres ;

Circulaire n° NOR : IMIA080035C du 24 juillet 2008 relative aux missions des centres d'accueil pour demandeurs d'asile et aux modalités de pilotage du dispositif national d'accueil.

Textes abrogés ou modifiés : circulaire interministérielle n° DPM/ACI3/2006/495 du 22 décembre 2006 relative à l'allocation temporaire d'attente.

Annexes :

Annexe I. – Décret n° 2006-1380 du 13 novembre 2006 relatif à l'allocation temporaire d'attente, paru au *Journal officiel* le 15 novembre 2006.

Annexe II. – Décret n° 2009-124 du 4 février 2009 revalorisant l'allocation temporaire d'attente, l'allocation spécifique de solidarité et l'allocation équivalent retraite, paru au *Journal officiel* le 5 février 2009.

Annexe III. – Bénéficiaires de l'allocation.

Annexe IV. – Notice d'information sur l'offre d'hébergement et ses conséquences en matière d'allocation temporaire d'attente.

Annexe V. – Formulaire d'offre de prise en charge de l'hébergement au titre de l'aide sociale.

Annexe VI. – Modèle de fichier de transmission des refus de l'offre de prise en charge de l'hébergement en CADA.

Annexe VII. – Modèle d'attestation à délivrer aux victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme.

- Annexe VIII. – Liste des documents à produire selon la catégorie de bénéficiaire.
- Annexe IX. – Liste des directions régionales de Pôle emploi.
- Annexe X. – Condition de ressources.
- Annexe XI. – Modèle de certificat délivré par les établissements pénitentiaires aux détenus libérés.
- Annexe XII. – Modalités de versement de l'allocation.
- Annexe XIII. – Récupération des indus.
- Annexe XIV. – Répartition des compétences.

Le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi à Madame et Messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires sanitaires et sociales; directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle); Mesdames et Messieurs les préfets de département (directions départementales des affaires sanitaires et sociales; directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle); Monsieur le préfet de police; Monsieur le directeur général de Pôle emploi; Monsieur le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (pour exécution); Monsieur le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides; Monsieur le délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle; Monsieur le directeur général de l'action sociale (pour information).

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE – LES BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION TEMPORAIRE D'ATTENTE (ARTICLES L. 5423-8, L. 5423-9 ET R. 5423-20 DU CODE DU TRAVAIL)

I. – LES DEMANDEURS D'ASILE

I.1. Les conditions d'attribution de l'ATA

I.2. Les causes d'exclusion du bénéfice de l'ATA

I.2.1. *La prise en charge, au titre de l'aide sociale, du séjour dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile ou le refus d'une telle offre de prise en charge (art. L. 5423-9)*

I.2.1.1. L'information du demandeur sur les possibilités d'hébergement

I.2.1.2. L'offre de principe de prise en charge dans un CADA au titre de l'aide sociale

I.2.1.3. L'offre d'hébergement

I.2.2. *Autres causes d'exclusion (cf. annexe III)*

II. – LES AUTRES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS BÉNÉFICIAIRES D'UNE PROTECTION INTERNATIONALE (Cf. ANNEXE III)

III. – LES PERSONNES EN ATTENTE DE RÉINSERTION (Cf. ANNEXE III)

IV. – DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER ET À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

DEUXIÈME PARTIE – LES MODALITÉS DE GESTION DE L'ALLOCATION TEMPORAIRE D'ATTENTE

I. – DÉPÔT ET INSTRUCTION DES DEMANDES – OUVERTURE ET RENOUVELLEMENT DES DROITS

I.1. Le dépôt de la demande (cf. annexe VIII sur la liste des documents à produire)

I.1.1. *Organisme compétent*

I.1.2. *Contenu du dossier de demande*

I.1.2.1. Demandeurs d'asile

I.1.2.2. Autres demandeurs

I.2. L'instruction de la demande par les organismes gestionnaires et le renouvellement des droits

I.2.1. *Vérification des conditions communes à tous les bénéficiaires*

I.2.1.1. Le traitement des demandes tardives (art. R. 5423-28)

I.2.1.2. La condition de ressources (art. R. 5423-23 à R. 5423-27) (cf. annexe X)

I.2.1.3. L'impossibilité de bénéficier de l'ATA plus d'une fois au titre de chacun des cas prévus à l'article L. 5423-8

I.2.2. *Vérification des conditions propres à chaque catégorie de bénéficiaire*

I.2.2.1. Demandeurs d'asile

I.2.2.2. Autres demandeurs bénéficiant d'une protection internationale

I.2.2.3. Personnes en attente de réinsertion

II. – VERSEMENT ET GESTION DE L'ALLOCATION

II.1. Versement de l'allocation (cf. annexe XII)

II.1.1. *Durée de versement*

II.1.1.1. Demandeurs d'asile

II.1.1.2. Autres bénéficiaires

II.1.2. *Reprise du versement de l'allocation après suspension (cf. annexe XII)*

II.2. Récupération de l'indu (cf. annexe XIII)

II.3. Recours administratifs (gracieux et hiérarchique) et contentieux

INTRODUCTION

La transposition de la directive européenne du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres impose la mise en place de normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile pendant toute la durée de la procédure d'instruction de la demande d'asile. L'allocation temporaire d'attente (ATA) répond à cet objectif : la durée de versement de cette prestation est alignée sur la durée d'instruction de la demande d'asile, y compris pendant l'instruction du recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA), l'allocation n'étant néanmoins versée qu'à titre subsidiaire aux personnes auxquelles une offre d'hébergement en centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) n'aura pu être proposée.

L'ATA peut être versée aux demandeurs d'asile, mais également aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, aux bénéficiaires de la protection temporaire, aux victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme, aux apatrides, aux anciens détenus ainsi qu'aux salariés expatriés.

La gestion de l'ATA est confiée à Pôle emploi (1), chargé d'effectuer un contrôle mensuel rigoureux des conditions d'attribution de l'allocation.

Une circulaire avait été signée le 22 décembre 2006 suite à la création de l'ATA par la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006. La présente circulaire abroge et remplace ce texte, afin de prendre en compte d'une part les modifications structurelles liées à la création du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire et de Pôle emploi, et d'autre part les effets de la décision du Conseil d'Etat du 16 juin 2008, association la Cimade.

En effet, par cette décision, le Conseil d'Etat a annulé partiellement le décret n° 2006-1380 du 13 novembre 2006 relatif à l'allocation temporaire d'attente sur trois points : l'exclusion du bénéfice de l'allocation des ressortissants de pays considérés comme des pays d'origine sûrs et des pays pour lesquels l'article 1C5 de la convention de Genève a été mis en œuvre, l'exclusion des demandeurs d'asile en réexamen et la limitation à douze mois de la durée de versement de l'ATA aux bénéficiaires de la protection subsidiaire.

Le code du travail a par conséquent été modifié sur ces trois points. En premier lieu, l'ancien 1° de l'article L. 5423-9, qui prévoyait l'exclusion du bénéfice de l'ATA des ressortissants de pays considérés comme des pays d'origine sûrs et des pays pour lesquels l'article 1C5 de la convention de Genève a été mis en œuvre, a été abrogé par l'article 156 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009. En deuxième lieu, l'exclusion des demandeurs d'asile en réexamen, qui relevait auparavant du seul niveau réglementaire (art. R. 5423-22), a été inscrite dans la loi par le même vecteur et figure dorénavant au 1° de l'article L. 5423-9.

(1) Conformément à l'article L. 5423-14 du code du travail, une convention est conclue avec Pôle emploi afin de préciser les conditions de gestion de l'allocation (convention Etat-Pôle emploi du xx xx 2009 pour la gestion de l'allocation temporaire d'attente).

Enfin, l'article 4 (57°) du décret n° 2009-289 du 13 mars 2009 rectifiant certaines dispositions du code du travail prévoit le versement de l'ATA aux bénéficiaires de la protection subsidiaire pendant la durée du bénéfice de cette protection.

La présente circulaire expose les modalités de prise en compte de ces évolutions.

PREMIÈRE PARTIE – LES BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION TEMPORAIRE D'ATTENTE (ART. L. 5423-8, L. 5423-9 ET R. 5423-20 DU CODE DU TRAVAIL)

L'ATA peut être attribuée aux demandeurs d'asile, aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, aux bénéficiaires de la protection temporaire et aux détenteurs d'une carte de séjour temporaire délivrée en application de l'article L. 316-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), ainsi qu'à certaines catégories de personnes en attente de réinsertion – apatrides (1), salariés expatriés et anciens détenus – remplissant les conditions exposées ci-après.

En revanche, les réfugiés statutaires, de même que les rapatriés et les salariés victimes d'accidents du travail ne peuvent bénéficier de l'ATA.

Une annexe détaillée (annexe III) précise les conditions d'attribution de l'ATA applicables à chaque catégorie de bénéficiaires.

I. – LES DEMANDEURS D'ASILE

Conformément à la directive européenne du 27 janvier 2003, l'ATA est un revenu de subsistance versé aux demandeurs d'asile pendant toute la durée de la procédure d'instruction de leur demande, lorsqu'ils remplissent les conditions ci-après.

I.1. Les conditions d'attribution de l'ATA

Sous réserve des exclusions mentionnées au point I.2 et de satisfaire à une condition de ressources, peut bénéficier de l'ATA le ressortissant étranger :

- ayant atteint l'âge de dix-huit ans révolus ;
- qui a déposé une demande d'asile auprès de l'OFPPA et dispose d'une lettre de l'Office informant de l'enregistrement de sa demande ;
- dont la demande d'asile n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive de l'OFPPA ou de la CNDA ;
- détenant un titre de séjour ou un récépissé de demande de titre de séjour mentionnant qu'il a sollicité l'asile en France ; cette condition n'est pas applicable aux ressortissants de pays considérés comme des pays d'origine sûrs (2) et des pays pour lesquels l'article 1C5 de la convention de Genève a été mis en œuvre (3), pour lesquels la lettre d'enregistrement de l'OFPPA suffit.

Conformément aux dispositions de la directive du 27 janvier 2003, les demandeurs d'asile peuvent bénéficier de l'ATA sans limite d'âge supérieure. Dans l'attente de la modification de l'article L. 5421-4 du code du travail, Pôle emploi versera donc, à titre dérogatoire, l'ATA aux bénéficiaires âgés de soixante-cinq ans ou plus.

I.2. Les causes d'exclusion du bénéfice de l'ATA

I.2.1. La prise en charge, au titre de l'aide sociale, du séjour dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile ou le refus d'une telle offre de prise en charge (art. L. 5423-9)

L'objectif est de privilégier l'aide apportée aux demandeurs d'asile sous la forme d'un hébergement dans un centre d'accueil spécialisé offrant des prestations d'accompagnement social, administratif et médical adaptées aux besoins des demandeurs d'asile (CADA), plutôt que de servir une prestation en espèces. L'article L. 5423-9 3° du code du travail exclut donc du bénéfice de l'ATA les demandeurs d'asile hébergés en CADA et ceux qui refusent une telle offre de prise en charge. En revanche, la prise en charge de l'hébergement du demandeur d'asile selon toute autre modalité (solution individuelle, structures d'hébergement d'urgence, dispositif national d'hébergement d'urgence géré par Adoma) n'a pas pour effet de le priver du bénéfice de l'ATA.

I.2.1.1. L'information du demandeur sur les possibilités d'hébergement

(1) Le cas des apatrides sera dans certains cas traité avec celui des autres bénéficiaires de protection internationale car il présente des problématiques communes.

(2) Bénin, Bosnie-Herzégovine, Cap-Vert, Croatie, Géorgie, Ghana, Inde, Macédoine (ancienne république yougoslave de Macédoine, ARYM), Madagascar, Mali, île Maurice, Mongolie, Sénégal, Tanzanie et Ukraine.

(3) Bénin, Bulgarie, Cap-Vert, Chili, Hongrie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie.

Lors du dépôt du dossier de demande d'admission au séjour, les services de la préfecture informent le demandeur d'asile de la possibilité, s'il est admis au séjour, d'un hébergement dans le dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile. Les conditions générales de l'offre de prise en charge doivent lui être indiquées à cette occasion (notamment l'éventualité d'être hébergé dans un autre département que celui où la demande d'asile a été présentée, les prestations offertes par le CADA, etc.). Une notice d'information lui est remise (cf. modèle en annexe IV). Elle précise notamment les conséquences d'un éventuel refus d'offre d'hébergement en CADA au regard du bénéfice de l'ATA.

Les demandeurs d'asile issus de pays d'origine sûrs ou ceux pour lesquels la clause 1C5 de la convention de Genève a été mise en œuvre ne se voient pas proposer d'offre de prise en charge.

Les préfets veillent à rechercher en priorité la prise en charge de l'hébergement des demandeurs d'asile dans les CADA.

I.2.1.2. L'offre de principe de prise en charge dans un CADA au titre de l'aide sociale

Conformément aux dispositions de la circulaire du 3 mai 2007 relative aux modalités d'admission dans les CADA et de sortie de ces centres, l'offre de principe de prise en charge dans un CADA est faite au demandeur d'asile par le préfet compétent pour l'admission au séjour, à l'occasion de cette admission (modèle de formulaire en annexe V).

Ce formulaire rappelle les conséquences du refus de l'offre au regard des droits à l'ATA. Le demandeur d'asile le signe après avoir coché la case (« J'accepte » ou « Je refuse » l'offre d'hébergement dans le dispositif national d'accueil) correspondant à son choix. En cas de refus de signature, l'agent de la préfecture signe dans la case réservée à cet effet afin d'attester le refus de l'offre. Un double du formulaire est remis à l'intéressé. Un exemplaire est également adressé par la préfecture à la direction territoriale compétente de l'OFII et aux services déconcentrés du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, qui en communiquent copie à la plate-forme d'accueil.

En cas de refus de cette offre, l'intéressé ne peut bénéficier de l'ATA. Les informations nominatives relatives aux personnes ayant refusé l'offre d'hébergement de principe en CADA sont transmises à Pôle emploi par l'intermédiaire du service de l'asile du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire. A cette fin, un fichier mensuel, conforme au modèle joint en annexe VI, doit être adressé mensuellement à l'adresse intranet du service de l'asile (asile-d3@iminidco.gouv.fr) au plus tard le 5 du mois suivant celui au cours duquel ont été enregistrés ces refus.

Aux fins d'instruction de sa demande d'hébergement, le demandeur d'asile ayant accepté l'offre de principe est invité à prendre l'attache de la plate-forme d'accueil habilitée par l'Etat (structure gérée par l'OFII ou par une association) à assurer un service de premier accueil et à analyser la situation personnelle, familiale et sociale des demandeurs d'asile. Ce contact doit impérativement être pris dans les meilleurs délais. A défaut, les services déconcentrés du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire invitent l'organisme chargé de la gestion de l'accueil à fixer rapidement un rendez-vous aux personnes ayant accepté l'offre de prise en charge et n'ayant pas déposé une demande d'hébergement. En cas de non présentation à ce rendez-vous, la demande est considérée comme caduque. L'intéressé est alors réputé avoir refusé l'offre de principe. Cette information est communiquée à la préfecture compétente pour l'admission au séjour des demandeurs d'asile aux fins de transmission à Pôle emploi par l'intermédiaire du service de l'asile du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire.

Les coordonnées de la plate-forme d'accueil, les délais de procédure à respecter ainsi que les conséquences du non respect des procédures sont précisées dans la notice d'information ainsi que sur le formulaire d'offre d'hébergement mentionnés ci-dessus.

Votre attention est appelée sur le fait qu'un demandeur d'asile ayant accepté l'offre de prise en charge en CADA peut percevoir l'ATA aussi longtemps qu'il n'a pas été accueilli effectivement dans un CADA.

I.2.1.3. L'offre d'hébergement

A l'issue du rapprochement des offres et des demandes d'hébergement opéré au niveau départemental, régional ou national, une proposition d'admission dans un CADA est faite au demandeur d'asile par le préfet compétent.

Un formulaire de proposition d'hébergement est ensuite présenté à la signature du demandeur d'asile.

Acceptation de l'offre de place en CADA

Le demandeur d'asile signe le formulaire de proposition d'hébergement, après avoir coché la case « J'accepte la proposition d'hébergement ». Ce formulaire est conservé par les services de l'Etat. Un double en est remis à l'intéressé avec toutes les coordonnées utiles sur le centre d'accueil.

En cas d'acceptation de la proposition d'hébergement suivie de la présentation du demandeur d'asile dans le CADA, le gestionnaire du CADA intègre la décision d'admission dans le système d'information de l'OFII, qui procède à la constitution d'une liste récapitulative de l'ensemble des entrées en CADA aux fins de transmission à Pôle emploi.

L'OFII transmettra mensuellement à Pôle emploi un fichier représentant la liste des demandeurs d'asile admis chaque mois dans un CADA. Ce fichier est réalisé à partir des données du système d'information, de gestion et de pilotage du dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile, dit DN@. Cette transmission a lieu au plus tard le 5 du mois suivant celui au cours duquel ont été réalisées ces entrées en CADA.

Refus de l'offre de place en CADA

Le demandeur d'asile signe le formulaire de proposition après avoir coché la case « Je refuse la proposition d'hébergement ». Ce document précise notamment les conséquences du refus au regard du bénéfice de l'ATA. Si le demandeur d'asile refuse de signer le document, la plate-forme d'accueil coche la case « Refus de signature » et signe le document. Le refus de signature est assimilé à un refus de la proposition.

Un double du formulaire est remis à l'intéressé. Le formulaire est adressé conjointement aux services déconcentrés du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, pour inscription du refus dans le système d'information de l'OFII et classement au dossier, ainsi qu'au préfet compétent pour l'admission au séjour des demandeurs d'asile pour information de Pôle emploi par l'intermédiaire du service de l'asile du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire.

En cas d'acceptation de la proposition d'hébergement non suivie de la présentation du demandeur d'asile dans le CADA où il a été admis, le gestionnaire du CADA intéressé en informe l'OFII et le préfet, aux fins de transmission à Pôle emploi par l'intermédiaire du service de l'asile du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire.

Sont également assimilés à un refus de la proposition, et entraînent l'impossibilité d'ouverture des droits à l'ATA :

- le fait pour un demandeur d'asile de quitter un CADA en cours d'instruction de sa demande d'asile ;
- l'exclusion du CADA motivée par un comportement non conforme aux engagements pris par l'intéressé lors de la signature du contrat de séjour.

Le constat de départ du CADA, attesté par le directeur de centre dans un document écrit, ainsi que la décision d'exclusion validée par les services déconcentrés du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, sont intégrés par les gestionnaires de CADA dans le système d'information de l'OFII et transmis à la préfecture compétente pour l'admission au séjour des demandeurs d'asile, qui en informe le service de l'asile du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire pour transmission à Pôle emploi.

Les conséquences de la réponse du demandeur d'asile sur ses droits à l'ATA

Les informations nominatives concernant tant les demandeurs d'asile dont le séjour est pris en charge dans un CADA que ceux qui ont refusé une offre effective d'hébergement sont transmises à Pôle emploi pour lui permettre d'effectuer les contrôles préalables au versement de l'ATA.

L'entrée effective en CADA, le refus d'une proposition d'hébergement, le refus de signer le formulaire de proposition, le départ du CADA en cours d'instruction de la demande d'asile ou l'exclusion du CADA privent le demandeur d'asile du bénéfice de l'ATA.

Si l'offre effective d'hébergement est faite et acceptée après que l'ATA a été attribuée, les versements sont interrompus à la date d'entrée en CADA. Si le refus d'une offre est exprimé après que l'allocation a été préalablement accordée, le bénéfice de l'allocation est perdu au terme du mois qui suit l'expression de ce refus (art. L. 5423-9 3°).

Les préfets compétents pour l'admission au séjour des demandeurs d'asile veilleront à transmettre au service de l'asile du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire un fichier mensuel conforme au modèle joint en annexe VI reprenant l'ensemble des informations qui leur sont communiquées sur les refus de prise en charge intervenant aux divers stades de la procédure (refus de l'offre de prise en charge de principe, non-confirmation de la demande auprès de la plate-forme

d'accueil, refus de la proposition d'hébergement, non-présentation au CADA).

I.2.2. Autres causes d'exclusion (cf. annexe III)

Les demandeurs d'asile ayant formé une demande de réexamen à la suite d'une décision de rejet devenue définitive, à l'exception des cas humanitaires signalés par l'OFPPRA, ne peuvent bénéficier de l'ATA (article L. 5423-9 1°, introduit par la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 suite à l'arrêt du Conseil d'Etat du 16 juin 2008).

Les demandeurs d'asile ne peuvent être admis au bénéfice de l'ATA lorsque l'admission au séjour leur a été refusée conformément aux dispositions prévues aux 1°, 3° et 4° de l'article L. 741-4 du CESEDA. Il s'agit :

1. Des personnes dont la demande d'asile relève de la compétence d'un autre Etat européen en application des dispositions du règlement CE du Conseil du 18 février 2003 dit « Dublin II » ;
2. Des personnes représentant une menace pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sûreté de l'Etat ;
3. Des personnes dont la demande repose sur une fraude délibérée ou constitue un recours abusif aux procédures d'asile ou n'est présentée qu'en vue de faire échec à une mesure d'éloignement prononcée ou imminente.

En revanche, les ressortissants de pays considérés comme des pays d'origine sûrs et des pays pour lesquels l'article IC5 de la convention de Genève a été mis en œuvre ne sont plus exclus du bénéfice de l'ATA, suite à l'arrêt du Conseil d'Etat du 16 juin 2008.

II. – LES AUTRES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS BÉNÉFICIAIRES D'UNE PROTECTION INTERNATIONALE (Cf. ANNEXE III)

Les bénéficiaires de la protection subsidiaire peuvent percevoir l'ATA pendant toute la durée de leur protection (article R. 5423-19 du code du travail, modifié par le décret n° 2009-289 du 13 mars 2009 rectifiant certaines dispositions du code du travail).

Les bénéficiaires de la protection temporaire peuvent percevoir l'ATA dans des conditions définies par la décision du Conseil de l'Union européenne et les instructions spécifiques qui interviendront sur ce fondement en cas de mise en œuvre de ce régime européen de protection.

Peuvent bénéficier de l'ATA, pendant une durée maximale de douze mois, les ressortissants étrangers admis au séjour en application de l'article L. 316-1 du CESEDA (victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme).

Les préfectures délivreront aux victimes de la traite, lors du rendez-vous de remise du titre de séjour, une attestation établie selon le modèle joint en annexe VII, précisant que le titre de séjour est octroyé en application de l'article L. 316-1 du CESEDA.

III. – LES PERSONNES EN ATTENTE DE RÉINSERTION (Cf. ANNEXE III)

Les apatrides, les anciens détenus et les travailleurs salariés expatriés (entendus comme les travailleurs exerçant leur activité en dehors du champ d'application géographique du code du travail) à leur retour dans un département de métropole ou d'outre-mer ou à Saint-Pierre-et-Miquelon doivent être inscrits sur la liste des demandeurs d'emploi pour pouvoir être admis au bénéfice de l'ATA pendant une durée de douze mois.

IV. – DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER ET À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Compte tenu de l'absence de CADA dans les DOM et à Saint-Pierre-et-Miquelon, le dispositif décrit dans la première partie relative au circuit d'admission dans les CADA n'a pas lieu d'être appliqué dans ces collectivités. Les demandes d'ATA déposées dans ces collectivités seront examinées au regard des autres conditions d'attribution.

DEUXIÈME PARTIE – LES MODALITÉS DE GESTION DE L'ALLOCATION TEMPORAIRE D'ATTENTE

Conformément aux dispositions des articles L. 5423-14 et L. 5427-1 du code du travail, l'allocation est gérée par Pôle emploi avec lequel l'Etat passe une convention, conformément à l'article L. 5423-14 du code du travail (1).

(1) Conformément à l'article L. 5423-14 du code du travail, une convention est conclue avec Pôle emploi afin de préciser les conditions de gestion de l'allocation (convention Etat-Pôle emploi du xx xx 2009 pour la gestion de l'allocation temporaire d'attente).

L'organisme gestionnaire de l'allocation procède, pour le compte de l'Etat, à l'ensemble des opérations d'instruction, d'ouverture, de suspension et de clôture des droits. Au titre de la convention de gestion de l'Etat avec ledit organisme, celui-ci prend les décisions d'admission, de renouvellement, de rejet ou d'interruption de l'attribution de l'allocation ; il notifie les décisions d'attribution ou de rejet au demandeur.

I. – DÉPÔT ET INSTRUCTION DES DEMANDES – OUVERTURE ET RENOUVELLEMENT DES DROITS

I.1. Le dépôt de la demande (cf. annexe VIII sur la liste des documents à produire)

I.1.1. Organisme compétent

La demande doit être déposée auprès du Pôle emploi dans le ressort duquel se trouve le domicile du demandeur (cf. liste des directions régionales de Pôle emploi en annexe IX). Celui-ci met les formulaires de demande à la disposition des demandeurs.

I.1.2. Contenu du dossier de demande

Quelle que soit la catégorie à laquelle il appartient, le demandeur :

- doit remplir le questionnaire demandé par Pôle emploi, et le retourner accompagné des justificatifs de ressources concernant l'ensemble de ses revenus tels que précisés aux articles R. 5423-23 à R. 5423-27 et à l'annexe X à la présente circulaire ;
- doit communiquer ses coordonnées bancaires à l'organisme gestionnaire.

I.1.2.1. Demandeurs d'asile

A l'appui de sa demande, le demandeur d'asile doit produire son APS (autorisation provisoire de séjour) portant la mention « en vue de démarches auprès de l'OFPPRA », la lettre par laquelle l'OFPPRA informe le demandeur que sa demande d'asile a bien été enregistrée, ou le récépissé portant la mention « a demandé le statut de réfugié le... » (de couleur jaune, barré bleu), ou, pour les détenteurs d'un visa de long séjour délivré au titre de l'asile, le récépissé de demande de titre de séjour portant la mention « étranger admis au titre de l'asile » (de couleur jaune). Les ressortissants de pays considérés comme des pays d'origine sûrs et des pays pour lesquels l'article 1C5 de la convention de Genève auxquels un document provisoire de séjour n'a pas été délivré doivent produire la seule lettre d'enregistrement de leur demande d'asile par l'OFPPRA.

Il doit également attester de son adresse de domiciliation effective.

I.1.2.2. Autres demandeurs

A l'appui de sa demande :

- le bénéficiaire de la protection temporaire doit produire le récépissé de demande de carte de séjour ou la carte de séjour temporaire ainsi que les documents dont la présentation aura, le cas échéant, été prévue par les instructions spécifiques d'application de la décision du Conseil de l'Union européenne ;
- outre la décision de l'OFPPRA ou de la CNDA, le bénéficiaire de la protection subsidiaire doit produire le récépissé de demande de carte de séjour ou la carte de séjour temporaire ;
- le ressortissant étranger détenteur d'un titre de séjour délivré en application de l'article L. 316-1 du CESEDA produit une autorisation provisoire de séjour (délivrée dans le cadre du régime transitoire) ou un récépissé de demande de carte de séjour temporaire ou une carte de séjour temporaire ainsi que l'attestation délivrée par la préfecture précisant que l'admission au séjour a été prononcée au titre de l'article L. 316-1 du CESEDA ;
- l'apatride produit la décision lui reconnaissant le statut d'apatride. En cas de doute, Pôle emploi peut vérifier sur TéléMOPFRA la reconnaissance du statut ;
- l'ancien détenu produit le certificat délivré par l'établissement pénitentiaire (établi conformément au modèle joint en annexe XI) ;
- le salarié expatrié produit les justificatifs d'activité exercée à l'étranger ou à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis et Futuna ou dans les Terres australes et antarctiques françaises.

I.2. L'instruction de la demande par les organismes gestionnaires et le renouvellement des droits

Les conditions d'attribution de l'allocation doivent être vérifiées par Pôle emploi à l'ouverture des droits mais aussi lors du renouvel-

lement des droits, préalablement à tout versement mensuel. Lorsque, au vu de ces vérifications, les allocataires ne remplissent plus les conditions d'éligibilité, les versements doivent être interrompus.

I.2.1. Vérification des conditions communes à tous les bénéficiaires

I.2.1.1. Le traitement des demandes tardives (art. R. 5423-28)

L'ATA n'est pas attribuée si l'examen des justificatifs produits fait apparaître que le demandeur remplissait les conditions plus de deux ans avant la date de sa demande.

I.2.1.2. La condition de ressources (art. R. 5423-23 à R. 5423-27) (cf. annexe X)

Les bénéficiaires de l'ATA doivent disposer de ressources mensuelles inférieures au montant du revenu de solidarité active (RSA) défini à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles (CASF). Ce plafond de ressources est « familialisé », c'est-à-dire que les ressources de l'ensemble du ménage sont comparées au montant du RSA auquel ce ménage, selon sa composition, aurait droit en vertu des dispositions de l'article L. 262-2.

L'assiette des ressources prises en compte comprend l'ensemble des ressources du demandeur et le cas échéant, de son conjoint ou concubin ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité (PACS), telles qu'elles doivent être déclarées à l'administration fiscale pour le calcul de l'impôt sur le revenu avant déduction des divers abattements, à l'exception de l'ATA et de certaines autres ressources précisées en annexe.

Pôle emploi procède à l'appréciation du respect de la condition de ressources lors de la demande d'allocation, puis à échéance semestrielle, en application de l'article R. 5423-25 du code du travail. Le questionnaire adressé par Pôle emploi, accompagné, le cas échéant des pièces justificatives (ou de la déclaration sur l'honneur), doit être retourné dans un délai de quinze jours. L'envoi tardif du questionnaire entraîne la suspension des versements qui ne sont repris qu'à compter du dépôt de l'ensemble des justificatifs de ressources.

Lorsque l'appréciation semestrielle fait apparaître un dépassement du niveau de ressources admis, le versement de l'allocation est interrompu à la fin du semestre en cours.

I.2.1.3. L'impossibilité de bénéficier de l'ATA plus d'une fois au titre de chacun des cas prévus à l'article L. 5423-8

L'article R. 5423-22 prévoit que le droit à l'allocation temporaire d'attente ne peut être ouvert qu'une fois au titre de chacune des catégories mentionnées à l'article L. 5423-8. La demande de réexamen, qui constitue une nouvelle demande après le rejet définitif d'une première demande d'asile, ne permet pas l'ouverture de nouveaux droits à l'ATA au titre de la catégorie des demandeurs d'asile, à l'exception des cas humanitaires signalés par l'OFPPRA pour lesquels un nouveau titre de séjour pourra être délivré (art. L. 5423-9 1°).

Une nouvelle demande, introduite après le rejet définitif d'une demande d'asile et qui intervient après le retour du demandeur d'asile dans son pays d'origine, pourra permettre d'ouvrir de nouveaux droits à l'ATA si elle a donné lieu à la délivrance d'un nouveau titre de séjour.

I.2.2. Vérification des conditions propres à chaque catégorie de bénéficiaires

I.2.2.1. Demandeurs d'asile

Pour l'appréciation de l'ouverture des droits, Pôle emploi vérifie que le demandeur remplit, outre les conditions communes exposées ci-dessus, les conditions relatives à l'âge, à la régularité du séjour (sauf s'il est ressortissant d'un pays d'origine sûr ou d'un pays pour lequel la clause 1C5 de la convention de Genève est appliquée), à l'état d'avancement de la procédure d'asile et à l'hébergement.

A cette fin, Pôle emploi utilise les documents et informations qui lui sont présentés par les demandeurs eux-mêmes ou les informations qui lui sont transmises par voie électronique. Il peut demander toute pièce justificative qu'il estime nécessaire.

1) La condition d'âge (art. R. 5423-18)

Mentionnée sur le titre de séjour, la date de naissance peut également être vérifiée sur les décisions de l'OFPPRA ou de la CNDA ou par la consultation des informations détenues par l'OFPPRA (consultation de TéléMOPFRA, cf. point 3 ci-dessous).

Dans l'attente de la modification de l'article L. 5421-4 du code du travail, Pôle emploi versera, à titre dérogatoire, l'ATA aux bénéficiaires âgés de soixante-cinq ans ou plus.

2) La régularité du séjour et le pays d'origine

Pôle emploi procède à la vérification mensuelle de la régularité du séjour des demandeurs d'asile. Il enregistre la période de validité du titre présenté lors de l'ouverture du dossier. Le demandeur doit être informé de son obligation de se présenter au guichet de Pôle

emploi à l'expiration de la durée de validité de son titre pour justifier de la prolongation de cette durée ou de la possession d'un nouveau titre. A défaut de cette présentation, les droits sont suspendus.

En cas de doute, Pôle emploi vérifie, auprès du service des étrangers de la préfecture, l'authenticité du titre de séjour produit.

Par dérogation, les demandeurs d'asile issus de pays d'origine sûrs ou pour lesquels la clause 1C5 de la convention de Genève est appliquée produisent la lettre par laquelle l'OFPPA informe le demandeur que sa demande d'asile a bien été enregistrée. Pôle emploi en vérifie la validité (cf. point 3 ci-dessous).

3) L'état d'avancement de la procédure d'asile

Pour effectuer les vérifications nécessaires, les agents de Pôle emploi ont accès, par voie électronique (consultation de TéléMOPFRA), aux données à caractère personnel strictement nécessaires détenues par l'OFPPA (art. R. 5423-35). Si les conditions d'ouverture des droits à ATA sont réunies, les organismes gestionnaires procèdent à l'extraction de ces données et à leur enregistrement dans le système de gestion de l'allocation (art. R. 5423-36).

L'ATA est attribuée jusqu'à l'intervention d'une décision définitive, c'est-à-dire (art. L. 5423-11) :

- la décision notifiée par l'OFPPA et qui n'a pas été contestée dans le délai d'un mois prévu à l'article L. 731-2 du CESEDA ;
- en cas de recours, la décision notifiée par la CNDA (1).

En revanche, le versement de l'ATA n'est pas maintenu :

- en cas de demande de réexamen, à l'exception des cas humanitaires signalés par l'OFPPA (art. L. 5423-9 1^o) ;
- si l'intéressé introduit un recours en cassation devant le Conseil d'Etat.

Pour permettre à Pôle emploi d'exercer ces contrôles, l'OFPPA lui adresse mensuellement les informations relatives aux décisions définitives prises par lui ou par la CNDA sur la situation des bénéficiaires de l'ATA (art. R. 5423-33) :

- les décisions prises sur désistement du demandeur d'asile ;
- les décisions d'octroi du statut de réfugié ou de rejet de la demande.

Lors de l'intervention de la décision définitive sur la demande d'asile ainsi qu'en cas de désistement de la demande, Pôle emploi interrompt les droits. Le versement de l'allocation prend fin au terme du mois qui suit celui de la notification de la décision définitive prise par l'OFPPA ou la CNDA concernant la demande d'asile (art. L. 5423-11).

La décision qui reconnaît le statut de réfugié fait perdre à l'intéressé ses droits à l'ATA. La décision vaut autorisation de travail et le statut de réfugié ouvre l'accès aux dispositifs de droit commun (notamment le RSA). Lorsque l'OFPPA ou la CNDA refusent l'octroi du statut de réfugié (sans octroyer la protection subsidiaire), l'intéressé perd ses droits à l'ATA.

4) Les conditions d'hébergement

Conformément aux articles R. 5423-31 et R. 5423-32, Pôle emploi reçoit mensuellement par transmission informatisée, et rend accessible à ses directions régionales et unités territoriales :

- les informations nominatives relatives aux personnes prises en charge dans un CADA, qui leur sont communiquées par l'OFII ;
- les informations nominatives relatives aux personnes ayant refusé, aux divers stades de la procédure, une offre d'hébergement, qui lui sont communiquées par les préfets via le service de l'asile du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire.

Sur la base de ces informations, Pôle emploi procède à une vérification mensuelle de la condition relative à l'hébergement. Lorsque un allocataire refuse une offre effective de prise en charge en CADA, le bénéfice de l'allocation lui est retiré au terme du mois qui suit l'expression de ce refus.

Lorsqu'un allocataire accepte une proposition d'admission dans un CADA, le bénéfice de l'allocation est perdu à la date d'entrée dans le centre.

I.2.2.2. Autres demandeurs bénéficiant d'une protection internationale

Pôle emploi doit, préalablement à l'ouverture des droits, effectuer les vérifications suivantes, outre celles relatives aux conditions communes exposées ci dessus au point I.2.1.

(1) L'ATA continue d'être versée en cas de prolongation du délai de recours résultant du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. Un nouveau délai court à compter de la réception par l'intéressé de la notification de la décision du bureau d'aide juridictionnelle. Dans cette situation, le versement de l'ATA est maintenu à l'allocataire jusqu'à l'expiration du délai de recours devant la CNDA (une fois sa suspension levée) si l'allocataire ne dépose pas finalement de recours ou jusqu'à la décision de la CNDA en cas de dépôt d'un recours.

1) La validité du titre de séjour produit par le demandeur

Pôle emploi enregistre la période de validité du titre présenté lors de l'ouverture du dossier. Le demandeur doit être informé de son obligation de se présenter au guichet de Pôle emploi à l'expiration de la durée de validité de son titre pour justifier de la prolongation de cette durée ou de la possession d'un nouveau titre. A défaut de cette présentation, les droits sont suspendus.

En cas de doute, Pôle emploi vérifie, auprès du service des étrangers de la préfecture, l'authenticité du titre produit.

2) Le type de protection accordée

Celle-ci apparaît :

- s'agissant des bénéficiaires de la protection temporaire, sur les documents dont la production sera prévue dans les instructions spécifiques de mise en œuvre de la décision du Conseil de l'Union européenne ;
- s'agissant des bénéficiaires de la protection subsidiaire, sur les documents produits par l'intéressé (titre de séjour, décision de l'OFPPA ou de la CNDA) et, s'il bénéficiait déjà de l'ATA en qualité de demandeur d'asile, sur le système d'information de Pôle emploi enrichi des données transmises mensuellement par l'OFPPA à Pôle emploi ;
- s'agissant des victimes de la traite des êtres humains ou du proxénétisme, sur l'attestation délivrée par la préfecture et indiquant que le titre de séjour a été accordé au titre de l'article L. 316-1 du CESEDA.

Pour effectuer les vérifications nécessaires à l'ouverture des droits des bénéficiaires de la protection subsidiaire, les agents de Pôle emploi ont en outre accès par voie électronique (consultation de TéléMOPFRA) aux données à caractère personnel strictement nécessaires détenues par l'OFPPA. Si les conditions d'ouverture des droits à l'ATA sont réunies, les organismes gestionnaires procèdent à l'extraction de ces données et à leur enregistrement dans le système de gestion de l'allocation.

Pôle emploi procède à la vérification mensuelle relative à l'existence de la protection accordée, à partir des informations contenues dans le fichier mensuel adressé par l'OFPPA à Pôle emploi qui fait apparaître :

- les décisions d'octroi de la protection subsidiaire ;
- les décisions de non-renouvellement ou de retrait de la protection subsidiaire.

Les décisions de non-renouvellement ou d'exclusion de la protection temporaire, qui ne relèvent pas de la compétence de l'OFPPA, seront, le cas échéant, communiquées à Pôle emploi par les services du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire.

Les décisions d'octroi de la protection subsidiaire ouvrent des droits à l'ATA pour une période couvrant toute la durée de la protection (art. R. 5423-19). Les droits à l'ATA peuvent être ouverts pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire y compris si ces derniers avaient bénéficié de l'allocation pendant l'instruction de leur demande d'asile. L'allocataire qui souhaite solliciter le bénéfice doit déposer une nouvelle demande d'allocation et produire les pièces nécessaires à la mise à jour de son dossier.

Lors de l'intervention d'une décision de retrait ou de non-renouvellement d'une protection internationale, Pôle emploi interrompt les droits à la date à laquelle la décision est devenue définitive, c'est-à-dire, en cas de recours, après la notification du rejet par la CNDA.

I.2.2.3. Personnes en attente de réinsertion

Pôle emploi vérifie les conditions communes exposées ci-dessus au point I.2.1, leur inscription sur la liste des demandeurs d'emploi, ainsi que :

- pour les apatrides, la décision de l'OFPPA mentionnant qu'ils ont été admis au statut d'apatride, corroborée par les informations consultables sur TéléMOPFRA ;
- pour les anciens détenus, le certificat délivré par les établissements pénitentiaires ;
- pour les salariés expatriés, les justificatifs d'activité salariée exercée à l'étranger ou à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis et Futuna ou dans les Terres australes et antarctiques françaises.

Au terme de l'instruction de la demande, Pôle emploi prend une décision d'ouverture des droits ou de rejet de la demande et la notifie au demandeur.

II. - VERSEMENT ET GESTION DE L'ALLOCATION

II.1. Versement de l'allocation (cf. annexe XII)

L'allocation d'un montant journalier de 10,54 € en 2009 est versée mensuellement à terme échu (art. L. 5423-11). Le montant journalier de l'allocation est revalorisé annuellement par décret.

II.1.1. *Durée de versement*

Sous réserve des contrôles préalables au renouvellement des droits, les bénéficiaires de l'ATA perçoivent l'allocation pendant les durées précisées ci-après.

II.1.1.1. Demandeurs d'asile

Les demandeurs d'asile peuvent percevoir l'ATA pendant la durée de la procédure d'instruction de la demande d'asile, c'est à dire à compter de la demande et, au plus tôt, de la date d'enregistrement de la demande d'asile, et jusqu'au terme du mois qui suit la notification de la décision définitive (art. L. 5423-11).

II.1.1.2. Autres bénéficiaires

Les bénéficiaires de la protection temporaire peuvent percevoir l'ATA dans des conditions définies par la décision du Conseil de l'Union européenne et les instructions spécifiques qui interviendront sur ce fondement en cas de mise en œuvre de ce régime européen de protection.

Les bénéficiaires de la protection subsidiaire peuvent percevoir l'ATA pendant toute la durée de leur protection, au plus tôt à la date de la décision de reconnaissance de la protection subsidiaire (art. R. 5423-19).

Peuvent bénéficier de l'ATA pendant une durée de douze mois :

- les ressortissants étrangers admis au séjour en application de l'article L. 316-1 du CÉSEDA, à compter de la demande et au plus tôt de la date d'admission au séjour ;
- les apatrides, à compter de la demande et au plus tôt de la date de la décision de reconnaissance du statut d'apatride ;
- les anciens détenus et les travailleurs salariés expatriés, à compter de la demande et au plus tôt dès leur inscription sur la liste des demandeurs d'emploi.

II.1.2. *Reprise du versement de l'allocation après suspension (cf. annexe XII)*

Pôle emploi suspend les versements lorsque les vérifications ne peuvent être effectuées faute de production par le demandeur des documents nécessaires ou lorsque l'allocataire cesse temporairement de remplir les conditions d'attribution.

Elle peut reprendre ultérieurement les versements, notamment en cas de :

- régularisation par l'allocataire de sa situation ;
- admission exceptionnelle par la CNDA de la recevabilité d'un recours présenté hors délai ;
- échec de la reprise d'une activité professionnelle (cf. annexe X relative aux ressources).

II.2. **Récupération de l'indu (cf. annexe XIII)**

La restitution des allocations indûment perçues peut être effectuée selon une procédure amiable par un accord entre Pôle emploi et l'allocataire. En cas d'échec de la procédure amiable, Pôle emploi transmet le dossier au DDTEFP qui émet, si nécessaire, le titre de perception pour déclencher la procédure de recouvrement.

II.3. **Recours administratifs (gracieux et hiérarchique) et contentieux**

Les décisions notifiées aux demandeurs indiquent les délais et voies de recours dont ils disposent pour les contester. Le décret n° 2008-1010 du 29 septembre 2008 relatif à l'organisation du service public de l'emploi (art. R. 5423-4 et R. 5423-5) a confié à Pôle emploi le traitement des recours formés contre des refus d'ouverture des droits à l'ATA. Ce transfert concerne les recours formés contre des décisions de Pôle emploi notifiées à compter du 19 décembre 2008.

En cas de contestation par le demandeur d'une décision relative à l'ATA prise par Pôle emploi, celui-ci est compétent pour examiner le recours gracieux contre cette décision. Le recours gracieux porté devant l'auteur de la décision est traité par les unités territoriales de Pôle emploi.

Le recours hiérarchique est porté devant les directeurs régionaux de Pôle emploi. Le recours contentieux est formé devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'intéressé de la notification de la décision. Pôle emploi représente l'Etat devant les juridictions administratives.

Les directions d'administration centrale (service de l'asile, s'agissant des demandeurs d'asile et autres ressortissants étrangers bénéficiant d'une protection internationale, y compris les apatrides ; délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle,

s'agissant des anciens détenus et salariés expatriés) apportent leur appui aux services déconcentrés et à Pôle emploi pour l'interprétation de la réglementation et l'application de la présente circulaire.

Pour le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire et par délégation :

Le directeur de cabinet,
C. DECHARRIERE

Pour le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et par délégation :

Le directeur de cabinet,
A. DE JUNIAC

ANNEXE I

Décret n° 2006-1380 du 13 novembre 2006 relatif à l'allocation temporaire d'attente et modifiant le code du travail et le code de l'action sociale et des familles (parties réglementaires)

NOR : SOCN0611992D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les Etats membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil ;

Vu la directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres ;

Vu la directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 111-3-1 et L. 262-2 ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 316-1 et L. 712-1 ;

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 351-9 et L. 351-21 ;

Vu le décret n° 2004-814 du 14 août 2004 relatif à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et à la Commission des recours des réfugiés ;

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 27 avril 2006 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. - I. - 1° L'intitulé du chapitre V du titre IV du livre III du code de l'action sociale et des familles est complété par les mots suivants : « et centres d'accueil pour demandeurs d'asile ».

2° L'intitulé de la section 3 du même chapitre est rédigé comme suit : « Centres d'accueil pour demandeurs d'asile ».

Cette section comporte un article R. 345-8 ainsi rédigé :

« Art. R. 345-8. - L'offre de prise en charge dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile mentionné à l'article L. 111-3-1 est faite par le préfet compétent pour l'examen de la demande d'admission au séjour du demandeur d'asile.

« A Paris, cette offre est faite par le préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris. »

II. - L'article R. 351-6 du code du travail est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 351-6. - L'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations communique, chaque mois, aux institutions gestionnaires chargées du service de l'allocation, mentionnées à l'article L. 351-21, la liste nominative des demandeurs d'asile pris en charge dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile.

« Le préfet communique, chaque mois, aux institutions gestionnaires susmentionnées, les listes nominatives des demandeurs d'asile ayant refusé l'offre de prise en charge mentionnée à l'article R. 345-8 du code de l'action sociale et des familles.

« L'Office français de protection des réfugiés et apatrides communique chaque mois à ces institutions les décisions devenues définitives, relatives aux demandes d'asiles.

« La notion de décision définitive s'entend de la décision notifiée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, qui n'a pas été contestée dans le délai prévu à l'article 19 du décret n° 2004-814 du 14 août 2004 relatif à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et à la Commission des recours des réfugiés, et, en cas de recours, de la décision de la Commission des recours des réfugiés.

« Un arrêté pris conjointement par le ministre de l'intérieur, le ministre chargé de l'emploi et le ministre des affaires étrangères fixe l'organisation du système de transmission des données énoncées au présent article. »

III. – L'article R. 351-7 du code du travail est rétabli ainsi qu'il suit :

« *Art. R. 351-7.* – Les ressortissants étrangers bénéficiaires de la protection subsidiaire mentionnée à l'article L. 712-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ainsi que les ressortissants étrangers admis au séjour en application de l'article L. 316-1 du même code, peuvent bénéficier de l'allocation temporaire d'attente pendant une durée maximale de douze mois. »

IV. – Après l'article R. 351-7, il est inséré un article R. 351-8 ainsi rédigé :

« *Art. R. 351-8.* – I. – Sont également admis au bénéfice de l'allocation temporaire d'attente :

« 1° Les apatrides ;
« 2° Les anciens détenus, lorsque la durée de leur détention n'a pas été inférieure à deux mois ;
« 3° Les travailleurs salariés expatriés non couverts par le régime d'assurance prévu à l'article L. 351-3 qui, lors de leur retour en France, justifient d'une durée de travail de 182 jours au cours des douze mois précédant la fin de leur contrat de travail.

« II. – L'allocation est attribuée aux catégories de bénéficiaires mentionnées au présent article pour une durée maximale de douze mois, sous réserve de remplir les conditions de ressources mentionnées à l'article R. 351-10, et d'être inscrits comme demandeurs d'emploi. »

V. – L'article R. 351-9 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. R. 351-9.* – Le droit à l'allocation temporaire d'attente ne peut être ouvert qu'une fois au titre de chacun des cas mentionnés à l'article L. 351-9. »

VI. – Après l'article R. 351-9, il est ajouté un article R. 351-9-1 ainsi rédigé :

« *Art. R. 351-9-1.* – Pour procéder aux vérifications rendues nécessaires par la gestion de l'allocation temporaire d'attente, les organismes gestionnaires peuvent consulter, par voie électronique, les données à caractère personnel strictement nécessaires détenues par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides. Si les conditions d'ouverture des droits à l'allocation temporaire d'attente sont réunies, les organismes gestionnaires peuvent procéder à l'extraction de ces données et à leur enregistrement dans le système de gestion de l'allocation. L'office enregistre les extractions de données précitées, afin de limiter aux seuls dossiers concernés la transmission ultérieure des informations nécessaires aux décisions de maintien ou de suppression de l'allocation.

« La sécurité des données est assurée lors de leur consultation, de leur extraction et de leur enregistrement. Elles sont cryptées durant les phases de transfert. »

VII. – L'article R. 351-10 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. R. 351-10.* – Pour bénéficier de l'allocation temporaire d'attente, la personne mentionnée à l'article L. 351-9 doit justifier de ressources mensuelles inférieures au montant du revenu minimum d'insertion défini à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles. Les ressources prises en considération pour l'application de ce plafond comprennent, hors l'allocation temporaire d'attente, celles de l'intéressé et, le cas échéant, de son conjoint, de son concubin, ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, telles qu'elles doivent être déclarées à l'administration fiscale pour le calcul de l'impôt sur le revenu avant déduction des divers abattements. Le montant pris en compte est le douzième du total des ressources perçues pendant les douze mois précédant celui au cours duquel les ressources sont examinées. La condition relative aux ressources est appréciée le mois de la demande d'allocation, puis à échéance semestrielle.

« Les ressources perçues hors du territoire national sont prises en compte comme si elles avaient été perçues sur ce territoire.

« Il n'est pas tenu compte des prestations familiales.

« La pension alimentaire ou la prestation compensatoire fixée par une décision de justice devenue exécutoire est déduite des ressources de celui qui la verse.

« Il n'est tenu compte ni des allocations d'assurance ou de solidarité ni des rémunérations de stage ou des revenus d'activité perçus pendant la période de référence lorsqu'il est justifié que leur perception est interrompue de manière certaine à la date de la demande et que le bénéficiaire de ces ressources ne peut prétendre à un revenu de substitution.

« Si le bénéficiaire peut prétendre à un revenu de substitution, un abattement de 30 % est appliqué sur la moyenne des ressources auxquelles ce revenu se substitue. »

VIII. – L'article R. 351-11 est abrogé.

Art. 2. – Les dispositions du présent décret s'appliquent aux demandes d'allocation temporaire d'attente déposées à compter de la date d'entrée en vigueur dudit décret et aux demandes d'allocation d'insertion qui n'ont pas fait l'objet d'une décision des organismes gestionnaires à cette même date.

Sous réserve des dispositions du troisième alinéa, les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, bénéficient de l'allocation d'insertion mentionnée à l'article L. 351-9 du code du travail dans sa rédaction antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 154 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 continuent de percevoir cette allocation jusqu'à l'échéance d'une des deux périodes semestrielles mentionnées au premier alinéa de l'article R. 351-6 du code du travail, dans sa rédaction antérieure à celle issue du présent décret.

Ces personnes percevant l'allocation d'insertion peuvent déposer, dans un délai de deux mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent décret, une demande d'allocation temporaire d'attente. Le bénéfice de ces allocations n'est pas cumulable.

Lorsque, dans les cas prévus par l'article R. 351-7 et par le II de l'article R. 351-8 du code du travail dans leur rédaction issue du présent décret, les personnes bénéficient de l'allocation temporaire d'attente pendant une durée de douze mois, la période pendant laquelle elles ont perçu l'allocation d'insertion est imputée sur la durée de leurs droits à la nouvelle allocation.

Art. 3. – Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, le ministre délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes et la ministre déléguée à la cohésion sociale et à la parité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 2006.

DOMINIQUE DE VILLEPIN

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'emploi,
de la cohésion sociale et du logement,*

JEAN-LOUIS BORLOO

*Le ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,*
NICOLAS SARKOZY

Le ministre des affaires étrangères,
PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
THIERRY BRETON

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme de l'Etat,
porte-parole du Gouvernement,*
JEAN-FRANÇOIS COPÉ

*Le ministre délégué à l'emploi,
au travail
et à l'insertion professionnelle des jeunes,*
GÉRARD LARCHER

*La ministre déléguée à la cohésion sociale
et à la parité,*
CATHERINE VAUTRIN

ANNEXE II

Décret n° 2009-124 du 4 février 2009 revalorisant l'allocation temporaire d'attente, l'allocation spécifique de solidarité et l'allocation équivalent retraite

NOR : ECED0901767D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5423-1, L. 5423-6, L. 5423-8, L. 5423-12, L. 5423-18 et L. 5423-23 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'emploi en date du 13 janvier 2009,

Décète :

Art. 1^{er}. – Le montant journalier de l'allocation temporaire d'attente est de 10,54 € à compter du 1^{er} janvier 2009.

Art. 2. – Le montant journalier de l'allocation spécifique de solidarité est de 14,96 € à compter du 1^{er} janvier 2009.

Le montant de la majoration accordée aux allocataires âgés de cinquante-cinq ans ou plus et justifiant de vingt années d'activité salariée, aux allocataires âgés de cinquante-sept ans et demi ou plus justifiant de dix années d'activité salariée ainsi qu'aux allocataires justifiant d'au moins 160 trimestres validés dans les régimes obligatoires de base d'assurance vieillesse ou de périodes reconnues équivalentes est fixé à 6,52 € à compter du 1^{er} janvier 2009.

Art. 3. – Le montant journalier de l'allocation équivalent retraite est de 32,30 € à compter du 1^{er} janvier 2009.

Art. 4. – La ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire et le secrétaire d'Etat chargé de l'emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 février 2009.

FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

*La ministre de l'économie,
de l'industrie et de l'emploi,*

CHRISTINE LAGARDE

*Le ministre du budget, des comptes publics
et de la fonction publique,*

ÉRIC WOERTH

*Le ministre de l'immigration,
de l'intégration, de l'identité nationale
et du développement solidaire,*

ÉRIC BESSON

*Le secrétaire d'Etat
chargé de l'emploi,*

LAURENT WAUQUIEZ

ANNEXE III

BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION

L'ATA peut être attribuée aux demandeurs d'asile, aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, aux bénéficiaires de la protection temporaire et aux détenteurs d'une carte de séjour temporaire délivrée en application de l'article L. 316-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), ainsi qu'à certaines catégories de personnes en attente de réinsertion (apatrides, salariés expatriés et anciens détenus) remplissant les conditions exposées ci-après.

I. – LES DEMANDEURS D'ASILE

Les conditions d'attribution de l'allocation aux demandeurs d'asile sont mentionnées dans la première partie de la circulaire.

Depuis l'arrêt du Conseil d'Etat du 16 juin 2008 annulant partiellement le décret n° 2006-1380 du 13 novembre 2006 relatif à l'allocation temporaire d'attente, les ressortissants de pays considérés comme des pays d'origine sûrs et des pays pour lesquels

l'article 1C5 de la convention de Genève a été mis en œuvre ne sont plus exclus du bénéfice de l'ATA et peuvent par conséquent percevoir l'allocation.

1. Les ressortissants des pays pour lesquels l'OFPPRA a décidé la mise en œuvre des stipulations du 5^e du C de l'article 1^{er} de la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés

L'article 1C5^o de la convention de Genève stipule : « Si, les circonstances à la suite desquelles elle [toute personne considérée comme réfugiée] a été reconnue comme réfugiée ayant cessé d'exister, elle ne peut plus continuer à refuser de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité ».

Ces dispositions sont mises en œuvre par l'OFPPRA en cas de changements fondamentaux intervenus dans le régime politique du pays d'origine. La liste des pays auxquels la clause a été appliquée est la suivante : le Bénin, la Bulgarie, le Cap-Vert, le Chili, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie.

2. Les demandeurs d'asile qui proviennent d'un pays d'origine sûr

Les pays d'origine sûrs, dans la liste prévue à l'article L. 722-1 du CESEDA est définie par l'OFPPRA, sont, à ce jour : le Bénin, la Bosnie-Herzégovine, le Cap-Vert, la Croatie, la Géorgie, le Ghana, l'Inde, la Macédoine (ancienne République yougoslave de Macédoine, ARYM), Madagascar, le Mali, l'île Maurice, la Mongolie, le Sénégal, la Tanzanie et l'Ukraine. Les deux décisions d'inscription sur cette liste, en date des 30 juin 2005 et 16 mai 2006 ont été publiées au *Journal officiel* les 2 juillet 2005 et 20 mai 2006.

Par ailleurs, sont exclus de l'ATA les demandeurs d'asile en situation de réexamen de leur demande d'asile, à l'exception des cas humanitaires signalés par l'OFPPRA (art. L. 5423-9 1^o du code du travail), c'est-à-dire les demandeurs qui ont demandé une nouvelle fois l'asile après le rejet définitif de leur première demande d'asile sans quitter le territoire français.

II. – LES AUTRES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS BÉNÉFICIAIRES D'UNE PROTECTION INTERNATIONALE

1. Les bénéficiaires de la protection temporaire

Définie dans la directive du 20 juillet 2001, la protection temporaire est « une procédure de caractère exceptionnel assurant, en cas d'afflux massif ou d'afflux massif imminent de personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine, une protection immédiate et temporaire à ces personnes (...) ». Les principes régissant la protection temporaire sont précisés aux articles L. 811-1 à L. 811-8 du CESEDA. La mise en œuvre de ce dispositif est subordonnée à l'adoption d'une décision par le Conseil de l'Union européenne conformément à l'article 5 de la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées. Les bénéficiaires sont mis en possession d'une autorisation provisoire de séjour, qui est renouvelée tant qu'il n'est pas mis fin à la protection temporaire.

Le bénéfice de la protection temporaire est accordé pour une période d'un an renouvelable (article L. 811-3 du CESEDA), dans la limite maximale de trois ans, dans des conditions et pour une durée qui seront précisées, le cas échéant, par la décision du Conseil de l'Union européenne. Les bénéficiaires de la protection temporaire pourront percevoir l'ATA pendant la durée de la protection accordée.

2. Les bénéficiaires de la protection subsidiaire

La protection subsidiaire peut être accordée par l'OFPPRA, au terme d'une procédure unique, au demandeur d'asile qui ne remplit pas les conditions fixées par la convention de Genève. Une carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale » d'une durée d'un an est délivrée aux intéressés.

A compter de la notification de la décision de l'OFPPRA ou de la CNDA d'octroyer la protection subsidiaire, les bénéficiaires de cette protection peuvent bénéficier de l'ATA pendant toute la durée de leur protection (article R. 5423-19 du code du travail, modifié par le décret n° 2009-289 du 13 mars 2009 rectifiant certaines dispositions du code du travail).

3. Les ressortissants étrangers auxquels une autorisation provisoire de séjour a été délivrée en application de l'article L. 316-1 du CESEDA

L'article L. 316-1 du CESEDA permet d'octroyer un titre de séjour à l'étranger qui dépose plainte contre une personne qu'il accuse d'avoir commis à son encontre des infractions liées à la traite

des êtres humains ou au proxénétisme (articles 225-4-1 à 225-4-6 et 225-5 à 225-10 du code pénal) ou témoigne dans une procédure pénale concernant une personne poursuivie pour ces mêmes infractions. Une carte de séjour temporaire d'une durée minimale de six mois, renouvelable pendant toute la durée de la procédure, est accordée aux intéressés.

III. – LES CONDITIONS PROPRES AUX PERSONNES EN ATTENTE DE RÉINSERTION

Les demandeurs appartenant aux trois catégories mentionnées ci-après doivent être inscrits sur la liste des demandeurs d'emploi pour pouvoir être admis au bénéfice de l'ATA.

1. Les apatrides

Selon la convention de New York du 28 septembre 1954, le terme apatride désigne une personne qu'aucun État ne considère comme son ressortissant. Une carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale » d'une durée d'un an est délivrée aux intéressés.

Le demandeur admis par l'OFPPA au statut d'apatride peut bénéficier de l'ATA pendant une durée maximale de douze mois.

Articulation entre demande d'asile et demande de reconnaissance du statut d'apatride

Lorsque l'intéressé a demandé simultanément l'asile (statut de réfugié ou protection subsidiaire) et l'admission au statut d'apatride, l'OFPPA procède d'abord à l'instruction de la demande d'asile, rend une première décision, puis examine les conditions d'admission au statut d'apatride.

Pendant la période comprise entre la décision définitive sur la demande d'asile et la décision sur le statut d'apatride, l'intéressé n'est plus demandeur d'asile et pas (encore) apatride et n'a donc plus droit à l'ATA.

La décision définitive sur la demande d'asile entraîne (sauf si elle aboutit à l'octroi de la protection subsidiaire) une interruption du versement de l'ATA pendant la durée d'instruction de la demande de reconnaissance du statut d'apatride. Une décision d'octroi de l'apatridie peut permettre ultérieurement la réouverture des droits à l'ATA pour une période de douze mois.

2. Les anciens détenus

Les anciens détenus peuvent bénéficier de l'ATA pendant une durée maximale de 12 mois, lorsque la durée de leur détention a été supérieure ou égale à deux mois.

3. Les travailleurs salariés expatriés

Les salariés expatriés non couverts par le régime d'assurance prévu à l'article L. 5422-1 qui, lors de leur retour en France (1), justifient d'une durée de travail de 182 jours au cours des 12 mois précédant la fin de leur contrat de travail, peuvent bénéficier de l'ATA pendant une durée de 12 mois. Peuvent également bénéficier de l'ATA à leur retour en métropole, dans un DOM ou dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin les salariés non couverts par le régime d'assurance chômage qui ont travaillé à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna ou dans les Terres australes et antarctiques françaises.

ANNEXE IV

NOTICE D'INFORMATION SUR L'OFFRE DE PRISE EN CHARGE DE L'HÉBERGEMENT DES DEMANDEURS D'ASILE

(Art. L. 5423-9 3^o du code du travail et R. 348-1 du code de l'action sociale et des familles)

(à adapter en fonction de la situation de chaque région : notamment coordonnées de Pôle emploi et de l'association chargée de l'accueil des demandeurs d'asile et à reprendre sous le timbre de la préfecture)

(1) En application de l'article L. 1511-1 du code du travail et de l'article 4 de la convention du 19 février 2009 relative à l'indemnisation du chômage, sont visés les départements de métropole et d'outre-mer et les collectivités d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

Vous êtes demandeur d'asile. Vous avez sollicité l'admission au séjour afin de pouvoir effectuer, auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPPA), les démarches nécessaires à l'obtention du statut de réfugié.

Lors du rendez-vous qui vous a été fixé, vous saurez si vous êtes admis au séjour. Si une autorisation provisoire de séjour vous est délivrée, il vous sera proposé, si vous le souhaitez, de bénéficier d'un hébergement dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) financé par l'État, pendant la procédure d'instruction de votre demande d'asile.

1. Si vous acceptez cette offre d'hébergement, vous devrez prendre contact, dans les meilleurs délais, avec l'association/la direction territoriale de l'OFII (préciser les coordonnées) pour confirmer et préciser votre demande. Cette association effectuera, pour le compte de l'État, l'évaluation de votre situation sociale et familiale et de vos besoins en matière d'hébergement.

Une proposition d'admission dans un centre vous sera présentée dès qu'une place correspondant à votre situation personnelle et familiale sera disponible. Ce centre d'accueil pourra être situé dans un autre département que celui où vous résidez actuellement et/ou avez déposé votre demande d'admission au séjour et votre demande d'asile. Dans le centre, vous bénéficierez d'un accompagnement administratif (aide dans le suivi de la demande d'asile), social (santé, scolarisation des enfants) et médical.

L'allocation temporaire d'attente (ATA)

Tant qu'aucune place de CADA n'est disponible, vous pouvez bénéficier de l'aide financière de l'État. L'allocation temporaire d'attente (ATA), d'un montant de 10,54 euros par jour en 2009, vous sera accordée si vous remplissez les autres conditions prévues pour son attribution (notamment, être âgé de 18 ans révolus, ne pas disposer de ressources supérieures à un certain plafond, détenir un titre de séjour mentionnant votre demande d'asile ou une lettre d'enregistrement de votre demande d'asile par l'OFPPA).

Pour bénéficier de l'ATA, vous devez impérativement déposer une demande auprès de Pôle emploi de... (préciser les coordonnées).

2. Si vous refusez l'offre de prise en charge dans un CADA, vous ne pourrez pas bénéficier de l'ATA.

Le paiement de l'allocation temporaire d'attente (ATA) sera suspendu à compter de votre entrée effective dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA).

Vous ne pourrez pas non plus bénéficier de l'ATA si vous refusez l'offre d'hébergement en CADA ou si vous ne contactez pas l'association/la direction territoriale de l'OFII (préciser) très rapidement après votre acceptation de l'offre d'hébergement.

Traitement des informations

Les informations relatives à votre prise en charge (acceptation ou refus de l'offre d'hébergement en CADA, situation au regard du séjour et de l'état d'avancement de la procédure d'asile) sont enregistrées dans le système d'information géré par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII). Elles sont accessibles, selon des modalités différenciées, au service de l'asile du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, aux préfets, à l'OFII, et à Pôle emploi, organisme gestionnaire de l'ATA.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à l'OFII.

ANNEXE V

L'OFFRE DE PRISE EN CHARGE D'HÉBERGEMENT D'UN DEMANDEUR D'ASILE EN CADA
(Document à reprendre par chaque préfecture sous son timbre et en l'adaptant à la situation locale)

<p>OFFRE DE PRISE EN CHARGE D'HEBERGEMENT EN CADA AU TITRE DE L'AIDE SOCIALE (Articles L. 5423-9 3° du code du travail et R 348-1 du code de l'action sociale et des familles)</p>							
<p>Présentée à : (partie réservée à l'administration) M. Mme Melle (rayer la mention inutile)</p>							
<p>Nom :</p>							
<p>Prénom :</p>							
<p>Adresse :</p>							
<p>Date et lieu de naissance : à</p>							
<p>Numéro AGDREF :</p>							
<p>Rappel :</p> <p>Vous ne pourrez pas bénéficier de l'allocation temporaire d'attente (ATA) en cas de refus de la présente offre d'hébergement. Tout refus de signature du présent formulaire sera assimilé à un refus de l'offre d'hébergement.</p> <p>Vous perdrez également le bénéfice de l'ATA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en cas de refus d'une éventuelle proposition d'admission en centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) ; - à compter de votre prise en charge effective en CADA ; - en cas de départ volontaire du CADA avant l'intervention d'une décision définitive sur votre demande d'asile ; - en cas d'exclusion du CADA. 							
<p>Souhaitez-vous bénéficier de la prise en charge de votre hébergement dans un centre d'accueil pour demandeur d'asile ?</p>							
<p>REPONSE (Veuillez cocher l'une des cases suivantes)</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; padding: 5px;"> <input type="checkbox"/> Oui. J'accepte l'offre de prise en charge de mon hébergement en CADA au titre de l'aide sociale de l'Etat </td> <td style="width: 50%; padding: 5px;"> <i>Date et signature de l'intéressé</i> </td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;"> <input type="checkbox"/> Non. Je refuse l'offre de prise en charge de mon hébergement en CADA au titre de l'aide sociale de l'Etat </td> <td style="padding: 5px;"> <i>Date et signature de l'intéressé</i> </td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;"> <input type="checkbox"/> Refus de signature </td> <td style="padding: 5px;"> <i>Date, nom et signature de l'agent de préfecture</i> </td> </tr> </table>		<input type="checkbox"/> Oui. J'accepte l'offre de prise en charge de mon hébergement en CADA au titre de l'aide sociale de l'Etat	<i>Date et signature de l'intéressé</i>	<input type="checkbox"/> Non. Je refuse l'offre de prise en charge de mon hébergement en CADA au titre de l'aide sociale de l'Etat	<i>Date et signature de l'intéressé</i>	<input type="checkbox"/> Refus de signature	<i>Date, nom et signature de l'agent de préfecture</i>
<input type="checkbox"/> Oui. J'accepte l'offre de prise en charge de mon hébergement en CADA au titre de l'aide sociale de l'Etat	<i>Date et signature de l'intéressé</i>						
<input type="checkbox"/> Non. Je refuse l'offre de prise en charge de mon hébergement en CADA au titre de l'aide sociale de l'Etat	<i>Date et signature de l'intéressé</i>						
<input type="checkbox"/> Refus de signature	<i>Date, nom et signature de l'agent de préfecture</i>						
<p>Si vous acceptez cette offre d'hébergement, vous devrez prendre contact, <u>dans les meilleurs délais</u>, avec</p> <p style="text-align: center;">l'association/la direction territoriale de l'OFII (préciser les coordonnées)</p> <p>pour confirmer et préciser votre demande.</p>							

Les informations relatives à votre prise en charge (acceptation ou refus de l'offre d'hébergement en CADA, situation au regard du séjour et de l'état d'avancement de la procédure d'asile) sont enregistrées dans le système d'information géré par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII). Elles sont accessibles, selon des modalités différenciées, au service de l'asile du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'iden-

tité nationale et du développement solidaire, aux préfets, à l'OFII, et à Pôle emploi, organisme gestionnaire de l'ATA. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à l'OFII.

ANNEXE VI

Liste nominative des demandeurs d'asile ayant refusé une offre de principe ou une offre effective d'hébergement en CADA

Entre le 01/mm/aaaaa

et le 30 ou 31/mm/aaaa

dans le département/la région/la sous-région* :

* A adapter selon la situation retenue dans le cadre de la régionalisation de l'admission au séjour des demandeurs d'asile.

Numéro AGDREF	Nom	Prénom	Domicile			Date de naissance	Lieu de naissance
			N° / rue	code postal	Ville		
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
21							
22							
23							
24							
25							
26							
27							
28							
29							

ANNEXE VII

MODÈLE D'ATTESTATION À DÉLIVRER PAR LES PRÉFECTURES AUX VICTIMES DE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS OU DU PROXÉNÉTISME BÉNÉFICIAIRE DE L'ARTICLE L. 316-1 DU CESEDA

(Modèle à reprendre sous le timbre de la préfecture)

Je soussigné, chef du service des étrangers de la préfecture de certifie que la carte de séjour temporaire – le récépissé de demande de carte de séjour (1) délivré à Monsieur, Madame, Mademoiselle (1) lui a été octroyé en application de l'article L. 316-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Fait à le

Pour le préfet et par délégation :

(signature)

(1) Rayer la mention inutile.

ANNEXE VIII

LISTE DES DOCUMENTS À PRODUIRE

1. Documents devant être produits par tous les demandeurs de l'ATA, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent

Formulaire de demande d'ATA mis à disposition par Pôle emploi (ce formulaire contient un questionnaire relatif aux ressources et demande la production des coordonnées bancaires du demandeur).

2. Documents devant être produits par chaque catégorie de demandeurs

Demandeurs d'asile :

- autorisation provisoire de séjour portant la mention « en vue de démarches auprès de l'OFPPRA » ou récépissé portant la mention « a demandé le statut de réfugié le... » (de couleur jaune, barré bleu) délivré par la préfecture ou récépissé portant la mention « étranger admis au titre de l'asile » (de couleur jaune) ou lettre d'enregistrement de la demande d'asile par l'OFPPRA (pour les ressortissants de pays considérés comme des pays d'origine sûrs et des pays pour lesquels l'article 1C5 de la convention de Genève a été mis en œuvre) ;
- attestation précisant l'adresse de domiciliation effective du demandeur.

Bénéficiaires de la protection temporaire :

- le bénéficiaire de la protection temporaire doit produire le récépissé de demande de carte de séjour ou la carte de séjour temporaire ainsi que les documents dont la présentation aura, le cas échéant, été prévue par les instructions spécifiques d'application de la décision du Conseil de l'Union européenne.

Bénéficiaires de la protection subsidiaire :

- photocopie de la décision de l'OFPPRA ou de la CNDA leur attribuant le bénéfice de la protection subsidiaire ;
- photocopie de la carte de séjour temporaire ou récépissé de demande de carte de séjour.

Ressortissants étrangers admis au séjour au titre de l'article L. 316-1 du CESEDA :

- photocopie de l'autorisation provisoire de séjour, de la carte de séjour temporaire ou du récépissé de demande de carte de séjour ;
- attestation délivrée par la préfecture précisant que l'admission au séjour a été décidée au titre de l'article L. 316-1 du CESEDA.

Apatrides :

- décision de l'OFPPRA portant reconnaissance du statut d'apatride.

Anciens détenus :

- photocopie du certificat délivré par la direction de l'administration pénitentiaire.

Salariés expatriés :

- justificatifs d'activité salariée exercée à l'étranger ou à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna ou dans les Terres australes et antarctiques françaises (photocopies des bulletins de salaires).

ANNEXE IX

LISTE DES DIRECTIONS RÉGIONALES DE PÔLE EMPLOI

- Alsace, 4, rue du Schnokeloch, 67 030 Strasbourg Cedex
- Aquitaine, 56, avenue de la Jallère, Bordeaux Lac, 33919 Bordeaux Cedex 9
- Auvergne, 91, avenue Edouard-Michelin, 63055 Clermont-Ferrand Cedex 9
- Bourgogne, 11 bis, boulevard Rembrandt, 21000 Dijon
- Bretagne, 36, rue de Léon, 35053 Rennes Cedex 9
- Centre, 1, rue de Patay, 45035 Orléans Cedex 1
- Champagne-Ardenne, 18, rue Linguet, 51078 Reims Cedex
- Corse, Résidence Les Palmiers, BP 221, Avenue Moncey – rue Cardinali, 20179 Ajaccio Cedex
- Franche-Comté, 7, avenue de Montrapou, 25044 Besançon Cedex
- Ile-de-France, 1, Place Jean-Baptiste-Clément, 93192 Noisy-le-Grand Cedex
- Languedoc-ROussillon, 600, route de Vauguières, CS 4027 34078 Montpellier Cedex 3
- Limousin, 42, avenue des Bénédictins, 87000 Limoges
- Lorraine, 6 bis, rue de la Saône, 54520 Laxou (adresse provisoire jusqu'à l'été)
- Midi-Pyrénées, Rue Marco-Polo, ZAC Grande Borde, BP 52900,31692 Labege Cedex
- Nord – Pas-de-Calais, 28-30, rue Elisée-Reclus, 59666 Villeneuve-d'Ascq
- Basse-Normandie, 1, rue Normandie-Niemen, 14058 CAEN Cedex 4
- Haute-Normandie, 30, rue Gadeau-de-Kerville, 76100 Rouen
- Pays de la Loire, 1, rue de la Cale-Crucy, 44179 Nantes Cedex 4
- Picardie, Boulevard Michel-Strogoff, 80440 Boves
- Poitou-Charentes, 4, rue du Pré-Médard, BP 60030, 86281 Saint-Benoît
- Provence – Alpes – Côte d'Azur, 1, boulevard Pèbre, 13417 Marseille Cedex 08
- Rhône-Alpes, 92, cours Lafayette, 69434 Lyon Cedex 03
- Martinique, Les Villages de Rivière Roche, BP 1067, 97209 Fort-de-France Cedex
- Guyane, 48, avenue Pasteur, BP 6018, 97306 Cayenne Cedex
- Réunion-Mayotte, 10, rue Champ-Fleury, BP 151, 97492 Sainte-Clotilde Cedex
- Guadeloupe, ZAC de Desmarais, section Morin, BP 105, 97102 Basse-Terre Cedex

ANNEXE X

LA CONDITION DE RESSOURCES

(Articles R. 5423-23 à R. 5423-27, R. 5425-1 à R. 5425-8 du code du travail)

Le contrôle est effectué au moyen d'un questionnaire adressé par Pôle emploi au demandeur.

1. Montant pris en compte

Le montant pris en compte est le douzième du total des ressources perçues pendant les douze mois précédant celui au cours duquel les ressources sont examinées.

2. Périodicité du contrôle

La condition relative aux ressources est appréciée le mois de la demande d'allocation, puis à échéance semestrielle. Un questionnaire est adressé au demandeur lors de la demande initiale et à échéance semestrielle.

3. Le plafond de ressources

Pour bénéficier de l'allocation temporaire d'attente, la personne éligible doit justifier de ressources mensuelles inférieures au montant du revenu de solidarité active (RSA) défini à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles (CASF).

Ce plafond de ressources est « familialisé », c'est-à-dire que les ressources de l'ensemble de la famille du demandeur sont comparées au montant du RSA auquel cette famille, selon sa composition, aurait droit en vertu des dispositions de l'article L. 262-2 du CASF.

4. L'assiette des ressources

Les ressources prises en considération pour l'application de ce plafond sont l'ensemble des ressources de l'intéressé et, le cas échéant, de son conjoint, concubin, ou partenaire qui lui est lié par

un pacte civil de solidarité (PACS), telles qu'elles doivent être déclarées à l'administration fiscale pour le calcul de l'impôt sur le revenu avant déduction des divers abattements, à l'exception de l'ATA elle-même. Les ressources perçues hors du territoire national sont prises en compte comme si elles avaient été perçues sur ce territoire. Les revenus d'activité sont cumulables avec l'ATA dans les conditions précisées aux articles R. 5425-5 à R. 5425-8 et R. 5425-13 du code du travail.

Ressources exclues

a) Les prestations familiales, versées à toute personne résidant régulièrement en France et ayant un ou plusieurs enfants à charge au sens de l'article L. 512-3 du code de la sécurité sociale ;

b) Les allocations d'assurance ou de solidarité.

Les rémunérations de stage ou des revenus d'activité perçus pendant la période de référence doivent également être exclues de l'assiette des ressources lorsqu'il est justifié que leur perception est interrompue de manière certaine à la date de la demande et que le bénéficiaire de ces ressources ne peut prétendre à un revenu de substitution. Si le bénéficiaire peut prétendre à un revenu de substitution, un abattement de 30 % est appliqué sur la moyenne des ressources auxquelles ce revenu se substitue.

En outre, la pension alimentaire ou la prestation compensatoire fixée par une décision de justice devenue exécutoire et versée par le demandeur, son conjoint, concubin ou la personne qui lui est liée par un PACS doit être soustraite des ressources.

5. Intéressement à la reprise d'une activité professionnelle

L'article R. 5425-2 du code du travail permet de cumuler une partie de l'ATA avec les revenus tirés d'une activité professionnelle (salariée ou non), dans la limite des droits à l'allocation et pendant 12 mois maximum (ou 750 heures d'activité si ce seuil n'est pas atteint au terme des 12 mois).

Les règles de calcul du montant d'allocation perçu par l'intéressé pendant son activité sont celles du dispositif d'intéressement applicables à l'allocation d'insertion. Pour mémoire :

- pendant les six premiers mois d'activité, environ 40 % de la part du revenu brut supérieure à 1/2 SMIC sont déduits du montant de l'allocation versée (jours non indemnisables) ;
- les six mois suivants, environ 40 % du revenu brut sont déduits du montant de l'allocation (jours non indemnisables).

Si, au cours de la période d'application des dispositions de cumul de l'allocation avec une activité professionnelle, le bénéficiaire n'est pas maintenu dans ses droits à l'allocation au moment du réexamen semestriel de ses ressources, le bénéfice du dispositif d'intéressement s'interrompt avec la fin des droits à l'allocation.

Dans ce cas, si la reprise d'activité échoue, l'intéressé conserve la possibilité de demander, à condition d'en remplir les conditions, la reprise de son reliquat de droits non consommés à l'ATA, dans les conditions de l'article R. 5425-1 du code du travail :

- à l'expiration des droits éventuels au titre des allocations d'assurance chômage prévues aux articles L. 5422-1 à L. 5422-3 du code du travail ;
- si cette reprise n'intervient pas plus de quatre ans à compter de la date d'admission à l'ATA.

ANNEXE XI

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Direction de l'administration
pénitentiaire

Pôle emploi

CERTIFICAT DESTINÉ À PÔLE EMPLOI

Nom.....

Prénom

N° de sécurité sociale

Né(e) le à

Ecroué(e) le a été libéré(e) le.....

A le

le chef d'établissement
(signature et cachet)

ANNEXE XII

MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'ALLOCATION

I. - MODALITÉS DE VERSEMENT

1. Périodicité (art. L. 5423-11 du code du travail)

L'ATA est versée mensuellement, à terme échu, par virement sur le compte bancaire dont les intéressés doivent fournir les coordonnées dans le dossier de demande.

2. Montant (article L. 5423-12 du code du travail)

Le montant de l'allocation est fixé par décret et révisé une fois par an en fonction de l'évolution des prix hors tabac prévue dans le rapport économique social et financier annexé au projet de loi de finances de l'année. Le montant journalier de cette allocation s'élève à 10,54 € en 2009 (1). L'allocation est versée à chaque adulte composant le ménage ; la composition familiale n'est pas prise en compte.

3. Caractère inaccessibles et insaisissables

L'ATA est inaccessibles et insaisissables (article L. 5423-13 du code du travail). Les blocages de comptes courants de dépôts ou d'avances ne peuvent avoir pour effet de faire obstacle à leur insaisissabilité.

Le caractère insaisissables et inaccessibles de l'ATA est opposable à tous les créanciers y compris les créanciers d'aliments. Les principes d'insaisissabilité et d'inaccessibles du régime de solidarité entraînent, au regard des voies d'exécution, l'impossibilité pour le trésorier payeur général d'utiliser une procédure de recouvrement forcé sur le montant de l'ATA (saisie) mais n'empêchent pas la récupération amiable de l'indu.

4. Domiciliation des allocataires

Les bénéficiaires doivent attester de leur adresse de domiciliation effective auprès des organismes chargés du service de l'allocation, qu'il s'agisse d'une adresse personnelle ou d'une domiciliation auprès d'une association agréée ou d'un centre communal ou inter-communal d'action sociale. Ils doivent signaler tout changement d'adresse. A défaut, ils perdent le bénéfice de l'allocation (article L. 5423-10 du code du travail).

II. - REPRISE DU VERSEMENT DE L'ALLOCATION APRÈS SUSPENSION

Pôle emploi suspend les versements lorsque les vérifications ne peuvent être effectuées faute de production par le demandeur des documents nécessaires ou lorsque l'allocataire cesse temporairement de remplir les conditions d'attribution.

Pôle emploi peut reprendre ultérieurement les versements, notamment en cas de :

1. Régularisation par l'allocataire de sa situation

Pôle emploi peut interrompre le versement de l'ATA si l'allocataire n'a pas accompli les formalités nécessaires au renouvellement de ses droits (par exemple, si la durée de validité de son titre de séjour est expirée, lorsqu'il n'a pas présenté dans les délais le document prorogeant son admission au séjour, ou lorsqu'il n'a pas retourné le questionnaire semestriel relatif à ses ressources). Les versements sont repris dès régularisation de sa situation par l'intéressé.

2. Admission exceptionnelle par la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) de la recevabilité d'un recours présenté hors délai

Le président de la CNDA peut déclarer recevables par ordonnance les recours contre les décisions de l'OFPPRA déposés hors délai lorsque la cause du retard est jugée légitime. Dans ces cas, Pôle emploi doit prendre une décision de reprise des versements de l'ATA après avoir vérifié la situation du demandeur sur TélémOFPPRA.

3. Echec de la reprise d'une activité professionnelle (cf. annexe X relative aux ressources)

ANNEXE XIII

RÉCUPÉRATION DES INDÛS

1. La procédure amiable : Pôle emploi détermine, en accord avec l'allocataire, les modalités du remboursement.

(1) Décret n° 2009-124 du 4 février 2009 revalorisant l'allocation temporaire d'attente, l'allocation spécifique de solidarité et l'allocation équivalent retraite.

a) Rôle de Pôle emploi

Pôle emploi propose à l'intéressé, pour le remboursement de l'indu, l'établissement d'un échéancier ou une compensation conventionnelle. Un délai de réponse de 15 jours est laissé à l'intéressé.

L'échéancier entre Pôle emploi et le débiteur peut excéder six mois mais le nombre de mensualités ne doit pas être supérieur à 24. Le montant de chaque mensualité ne peut être inférieur à 15,24 €.

La compensation conventionnelle avec l'accord du débiteur ne peut être mise en œuvre que dans la limite d'un montant mensuel qui n'excède pas 20 % du montant des allocations dues.

Pôle emploi continue à instruire le dossier si la procédure de recouvrement se poursuit au-delà de 6 mois.

Pôle emploi transmet le dossier à la DDTEFP dans les situations suivantes :

- en cas de demande de remise gracieuse par l'allocataire ;
- lorsque le débiteur n'a pas répondu à la lettre amiable de Pôle emploi à l'expiration du délai de 15 jours imparti dans cette lettre ;
- lorsqu'il conteste l'existence, le montant ou la cause de l'indu ;
- lorsqu'il refuse de s'engager dans une procédure amiable ;
- lorsque la compensation conventionnelle est devenue impossible par suite de la cessation de l'indemnisation et que l'expiration du délai de 6 mois ne permet plus à Pôle emploi de proposer un remboursement du solde en une seule fois ou suivant un échéancier ;
- enfin, lorsque le débiteur n'honore pas l'échéancier de remboursement en dépit d'une lettre de rappel de ses engagements.

b) Rôle de la DDTEFP et du TPG

A tout moment de la procédure, l'allocataire peut former auprès du DDTEFP une demande de remise gracieuse totale ou partielle du montant de l'indu. Celui-ci transmet ces demandes, avec son avis, au trésorier-payeur général, seul compétent pour accorder une remise partielle ou totale.

Au terme d'un délai maximum de six mois suivant la constatation de l'indu et à défaut de recouvrement, Pôle emploi transmet un état des sommes non recouvrées à la DDTEFP. Après transmission du dossier par Pôle emploi, la DDTEFP apprécie la réalité de l'indu et, le cas échéant, notifie à l'intéressé sa décision confirmant l'indu. Cette décision mentionne les voies de recours.

Le titre transmis au trésorier-payeur général est recouvré selon les modalités applicables aux créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

Les recours hiérarchiques sont formés devant les DRTEFP : ils portent sur le bien-fondé de l'indu (existence, montant ou cause), sur les modalités de remboursement ou sur des demandes de remise gracieuse de la dette. Les directions régionales peuvent se prononcer sur le bien-fondé de l'indu (confirmer ou infirmer la décision prise par la DDTEFP) et proposer au TPG un étalement ou une remise de la créance.

2. Procédure en cas d'indu frauduleux

a) L'établissement du procès-verbal

Deux cas doivent être distingués :

- la fraude a été constatée par la DDTEFP et un procès-verbal a été dressé en application des articles L. 8113-7 et L. 8271-1 et suivants du code du travail ;
- la fraude a été constatée par les services de police à l'occasion d'une enquête et la DDTEFP en a été informée par le parquet.

Dans les deux cas, le DDTEFP peut se porter partie civile au nom de l'Etat. Il est informé à sa demande par le procureur de la République des suites réservées à cette procédure. A l'issue de l'enquête, si des poursuites pénales sont exercées devant le tribunal correctionnel, le DDTEFP réitère lors de l'audience sa constitution de partie civile.

b) Le recouvrement de l'indu

La DDTEFP émet un titre de perception correspondant aux allocations de solidarité indûment perçues en cas de jugement favorable rendu en première instance.

3. Régime de prescription applicable au remboursement de l'indu

La prescription quinquennale est applicable au remboursement des indus en matière d'ATA (par analogie avec les règles du code civil récemment modifiées en matière de prescription).

ANNEXE XIV

RÉPARTITION DES COMPÉTENCES

Préfet

Information sur l'articulation entre l'hébergement dans le dispositif national d'hébergement des demandeurs d'asile et l'attribution de l'allocation

Présentation de l'offre d'hébergement

Recensement des refus de l'offre de prise en charge de l'hébergement et transmission au service de l'asile du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire pour information de Pôle emploi

Prise en compte des cas humanitaires en situation de réexamen signalés par l'OFPPRA dans les procédures d'admission au séjour

Délivrance d'attestations aux victimes de la traite des êtres humains

Responsabilité de la proposition d'admission en CADA au titre du pilotage du dispositif national d'hébergement des demandeurs d'asile.

Archivage des dossiers des demandeurs d'asile hébergés

DDTEFP

Vérification des dépenses effectuées mensuellement par Pôle emploi

Récupération des indus : traitement des demandes de remise gracieuse, traitement des dossiers en cas d'échec de la procédure de recouvrement amiable mise en œuvre par Pôle emploi

Direction générale de Pôle emploi

Information des unités locales sur l'application de la réglementation

Réception et mise à la disposition des agences des informations sur les personnes hébergées en CADA et les personnes ayant refusé une offre d'hébergement en CADA

Réception et mise à la disposition des agences du fichier mensuel adressé par l'OFPPRA sur les décisions relatives aux procédures d'asile devenues définitives dans le mois

En matière de recours contentieux, décision d'interjeter appel (cour administrative d'appel) ou de se pourvoir en cassation (Conseil d'Etat) après consultation de la direction d'administration centrale concernée (service de l'asile ou DGEFP), qui apprécie l'opportunité du recours

Directions régionales de Pôle emploi

Traitement des recours hiérarchiques

Suivi des recours contentieux (établissement des mémoires en défense)

Unités locales de Pôle emploi

Instruction des demandes d'ATA et notification des décisions d'attribution et de rejet

Vérifications mensuelles ou semestrielles des conditions d'attribution préalablement à chaque renouvellement des droits

Interruption des droits lorsque les conditions ne sont plus remplies
Examen des recours gracieux

OFII

Suivi des offres d'admission en CADA en liaison avec les services déconcentrés du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire

Information de Pôle emploi sur les personnes admises chaque mois en CADA

OFPPRA

Communication à Pôle emploi des informations relatives aux décisions devenues définitives dans le mois.

Signalement par le directeur général aux préfets des demandeurs d'asile en réexamen dont la situation (cas humanitaires) nécessite l'admission au bénéfice de l'ATA

Mise à disposition de Pôle emploi par l'ouverture de l'accès à TéléMOPPPRA des informations relatives à la réalité de la demande d'asile des demandeurs de l'allocation

Gestionnaires de CADA

Information de l'OFII sur les personnes admises dans le centre

Gestionnaires du premier accueil

Suivi des demandes d'hébergement présentées par les personnes ayant accepté l'offre de prise en charge

Le cas échéant, information des demandeurs d'asile sur l'articulation entre l'hébergement dans le dispositif national et l'attribution de l'allocation (diffusion de la notice d'information et du formulaire d'offre)

Arrêté du 4 novembre 2009 pris en application de l'article R. 553-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

NOR : IMIK0920323A

Le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre du travail, des relations sociales, de la

famille, de la solidarité et de la ville, le ministre de la défense et le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et notamment son article R. 553-1,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les centres de rétention administrative mentionnés à l'article R. 553-1 du code susvisé sont les suivants :

a) Centres placés sous la surveillance de la police nationale :

DÉPARTEMENT	ADRESSE
Alpes-Maritimes	Caserne d'Auvare, 28, rue de Roquebillière, 06300 Nice.
Bouches-du-Rhône	26, boulevard Danielle-Casanova, 13014 Marseille.
Gard	Rue Clément-Ader, 30000 Nîmes.
Haute-Garonne	Avenue Pierre-Georges-Latécoère, 31700 Cornebarrieu.
Gironde	Commissariat central, 23, rue François-de-Sourdis, 33000 Bordeaux.
Hérault	15, quai François-Maillol, 34200 Sète.
Loire-Atlantique	Hôtel de police, place Waldeck-Rousseau, 44000 Nantes.
Nord	Site 1 : route de la Drève, 59810 Lesquin, Site 2 : route de la Drève, 59810 Lesquin.
Pas-de-Calais	Hôtel de police, boulevard du Kent, 62903 Coquelles.
Pyrénées-Atlantiques	Rue Joliot-Curie, 64700 Hendaye.
Rhône	Poste de police aux frontières, espace Lyon - Saint-Exupéry - CRA, BP 106, 69125 Lyon Aéroport.
Paris	Centre de rétention administrative Paris 1, avenue de l'École-de-Joinville, 75012 Paris, centre de rétention de Paris Palais de Justice, 3, quai de l'Horloge, 75001 Paris.
Seine-Maritime	Ecole nationale de police, route des Essarts, 76350 Oissel.
Yvelines	889, avenue François-Mitterrand, 78370 Plaisir.
Seine-et-Marne	Centre de rétention administrative Le Mesnil-Amelot 2, rue de Paris, départementale 401, 77990 Le Mesnil-Amelot.

Essonne	Hôtel de police, rue Emile-Zola, 91120 Palaiseau.
Seine-Saint-Denis	Hôtel de police, 45, rue de Carency, 93000 Bobigny.
Guadeloupe	Site du Morne-Vergain, 97139 Les Abymes.
Guyane	Route de Rochambeau, 97351 Matoury.
La Réunion	2, avenue Georges-Brassens, Sainte-Clotilde, 97490 Le Chaudron.

b) Centres placés sous la surveillance de la gendarmerie nationale :

DÉPARTEMENT	ADRESSE
Pyrénées-Orientales	Rue des Frères-Voisin, lotissement Torremilla, 66000 Perpignan.
Bas-Rhin	Rue du Fort, 67118 Geispolsheim.
Seine-et-Marne	Centre de rétention administrative Le Mesnil-Amelot 1, 1, rue Périchet, 77990 Le Mesnil-Amelot.
Moselle	Rue du Chemin-Vert, 57070 Metz-Queuleu.
Ille-et-Vilaine	Lieu-dit Le Reynel, 35136 Saint-Jacques-de-la-Lande.

Art. 2. – Les centres de Coquelles, Lyon, Oissel, Marseille, Metz-Queuleu, Cornebarrieu, Nîmes, Saint-Jacques-de-la-Lande, Perpignan, Hendaye, Le Mesnil-Amelot 2 ainsi que le site 2 de Lesquin sont autorisés à accueillir des familles.

Art. 3. – L'arrêté du 27 juillet 2009 pris en application de l'article R. 553-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est abrogé.

Art. 4. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 novembre 2009.

*Le ministre de l'immigration,
de l'intégration, de l'identité nationale
et du développement solidaire,*

ERIC BESSON

*La ministre d'Etat, garde des sceaux,
ministre de la justice et des libertés,*

MICHÈLE ALLIOT-MARIE

*Le ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,*

BRICE HORTEFEUX

*Le ministre du travail, des relations sociales,
de la famille, de la solidarité
et de la ville,*

XAVIER DARCOS

Le ministre de la défense,
HERVÉ MORIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages		Pages
	—		—
Arrêté du 19 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 21 mai 2008 portant institution d'une régie d'avances auprès du cabinet et du secrétariat général du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire.....	1	baccalauréat et s'engagent dans des études supérieures en institut universitaire de technologie, en section de techniciens supérieurs et en classe préparatoire aux grandes écoles.	1
Arrêté du 27 octobre 2009 portant nomination des membres du jury du prix de l'intégration et du soutien à l'intégration	1	Circulaire du 2 novembre 2009 relative à l'organisation du grand débat sur l'identité nationale	3
Circulaire du 28 octobre 2009 relative à la mise en place, à titre expérimental, de l'allocation financière « Parcours de réussite professionnelle (PARP) » destinée à soutenir le parcours d'intégration de jeunes qui, arrivés en France au cours de leur scolarité, ont réussi avec succès leur		Circulaire interministérielle du 3 novembre 2009 relative à l'allocation temporaire d'attente	5
		Arrêté du 4 novembre 2009 pris en application de l'article R. 553-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.....	19

Édité par le
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION,
DE L'INTÉGRATION, DE L'IDENTITÉ NATIONALE
ET DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE



DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS
26, RUE DESAIX, 75727 PARIS CEDEX 15

RENSEIGNEMENTS. - TÉL. : 01-40-58-79-79



Directrice de la publication : NADIA ANGERS-DIÉBOLD
. - Imprimerie des Journaux officiels, 75727 PARIS CEDEX 15